

éco121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

AVRIL 2024

#139

www.eco121.fr

D 28899 -139- F: 7,50 €



3 782889 907508

DANIEL DESSAINT

MITONNE UNE NOUVELLE USINE PRÈS DE CAMBRAI

Le serial entrepreneur, fondateur de Sauces & Créations, porte un nouvel investissement majeur à Iwuy. Une centaine d'emplois à la clé.

NOTRE PHOTOREPORTAGE ET NOTRE INTERVIEW P.12

PHILIPPE BEAUCHAMPS
VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

« JE VEILLE À CE QU'ON
CONTINUE À AIDER L'ÉCONOMIE
DE PROXIMITÉ » P.18



→ **CBA MEUBLES (EX DEMEYÈRE) RETROUVE UNE DYNAMIQUE VERTUEUSE P.30**

→ **OKAÏDI TAILLE DANS LE VIF P.35**

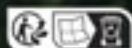


**Plus votre projet est vertueux,
plus notre taux est bas.**

PRÊT  IMPACT

Pour les Entreprises et les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire.
Un taux bonifié selon l'impact social ou environnemental de votre entreprise.

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



Communication à caractère publicitaire.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.312-45 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance
Capital social de 1 000 000 000 Euros - Siège social 612 rue de la Chaudière 59800 Lille - 363 000 892 RCS Lille Métropole

Paille de fer

L'effolement soudain qui prévaut au sommet de l'Etat sur nos finances publiques ces dernières semaines n'a aucun sens. Non que la situation ne soit pas gravissime, elle l'est. Mais tout le monde était au courant depuis fort longtemps. La liste des rapports alarmistes sur la perte de contrôle des dépenses publiques depuis au moins le rapport Pébereau en 2005 est tellement longue que ce réveil particulièrement tardif est irrecevable. N'importe quelle entreprise privée gérée avec tant de légèreté aurait été depuis longtemps mise en liquidation et on n'ose imaginer le sort de ses dirigeants !

Les arguments du Covid ou de la situation géopolitique seraient entendables si la même dérive était partagée par les autres pays européens. Ce n'est pas le cas. Depuis 2019, la hausse de dette par rapport au PIB a été de 13,1% en France, record d'Europe, contre 3,4% pour la zone euro. La réponse, dans l'extrême urgence, consiste une fois de plus à passer la paille de fer, et sans doute à déployer de nouvelles taxes. Mais pas à mener un travail de fond sur le périmètre de l'Etat, ses missions essentielles, ses effectifs, à prioriser sur le régionalien. De plus les marges de manœuvre fiscales, malgré tout le talent inventif des cerveaux de Bercy, sont infimes, la France

étant déjà championne européenne des prélèvements obligatoires : 48% du PIB l'an dernier. Comment aller au-delà sans mettre en péril le consentement à l'impôt ?

Cette situation consternante plombe l'avenir sans un plan de restructuration en profondeur de l'Etat qui pourrait entraîner sinon l'adhésion populaire, au moins une visibilité du redressement collectif. Elle entrave la parole de la France dans le monde, elle pénalise nos collectivités (qui rappelons-le, votent leurs budgets à l'équilibre), mais aussi nos entreprises et notre économie.

Il semble qu'on prenne enfin conscience que l'argent magique et le quoi qu'il en coûte sont un souvenir. Le pire n'est jamais sûr, mais l'Histoire sonne parfois à la porte avec une grande brutalité, par exemple au détour d'une envolée du taux des emprunts d'Etat. La remise en ordre de nos finances doit être une priorité nationale absolue, au détriment de tout autre sujet subalterne comme les discriminations capillaires ou autres bonus réparation textile. La maison brûle, ne regardons pas ailleurs.



Photo © Greg Leduc

sommaire

TENDANCES 4-11

- Flop : Damartex creuse ses pertes
- Start up : EuraHelp, filet de soutien des dirigeants de start up en difficulté

GRAND ANGLE 12-20

- Photoreportage : Dans les coulisses de Saucés & Créations
- Interview Philippe Beauchamps : « Je veille à ce qu'on continue à aider l'économie de proximité »

TERRITOIRES 21-38

- Hauts-de-France : Effondrement du logement neuf en 2023
- CBA Meubles (ex-Demeyère) retrouve une dynamique vertueuse
- Villogia cherche un nouveau modèle économique
- Roquette opère une croissance majeure en pharmacie

ENTREPRENDRE 40-42

- Création en zone rurale : ne pas rester seul
- Export : Le V.I.E à temps partagé, rampe de lancement des Tpe-Pme vers l'international ?

DÉTENTE 46-48

- Sibélius au Nouveau Siècle
- Gastronomie : Le Gueuleton, nouveau rendez-vous de la bonne chère

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Epargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€
Siret 528 819 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo
300 rue de Lille -
59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05 / www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing

RÉDACTEUR EN CHEF
Yann Suty
JOURNALISTE
Julie Kivuvé
A PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Didier Nicolas
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc
PUBLICITÉ
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMERIE
Imprimerie Jean-Bernard
Groupe Techniphoto
ZAC de Ravennes les Francs
Rue d'Amsterdam
59910 Bondues

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉgal : à parution

FIDM OUT

« Skema a fait le choix de ne pas procéder à l'acquisition car plusieurs conditions matérielles n'ont pas été remplies. » C'est par cette déclaration laconique que l'école de commerce a annoncé l'abandon du projet de rachat du FIDM, le Fashion Institute of Design & Merchandising, à Los Angeles. Il y a un peu plus de 6 mois, Skema s'était dit en négociations exclusives avec l'établissement de près de 1 000 étudiants.



Cyneo va devenir nordiste

La start up de Bouygues Construction dévolue au réemploi de matériaux de construction devrait implanter une antenne en région en 2025. Bouygues Bâtiment Nord-Est inscrit l'arrivée de Cyneo dans une démarche plus large d'accompagnement « au réemploi en quantité et en qualité pour lui permettre de changer d'échelle en fédérant un réseau d'acteurs régionaux ». Chaque année l'industrie du bâtiment génère 46 MT de déchets.



RÉTORSION CONTRE ALBION ?

Xavier Bertrand sonne (encore) l'alarme pour nos pêcheurs alors que la Grande-Bretagne devait interdire ces jours-ci la pêche dans 13 aires marines protégées. Une décision qui « viendrait tout simplement signer l'arrêt de mort de nos flottilles régionales et des centaines de navires qui la composent », lance le président de Région dans un courrier à la commissaire européenne en charge du dossier. Il demande à la Commission d'envisager rapidement des mesures de rétorsion face à cette décision unilatérale de Londres.

Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUES SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 Okaïdi taille dans le vif
- 2 Investissements étrangers : la Région attire toujours beaucoup
- 3 Malgré la conjoncture, l'Eureuil sort un exercice solide
- 4 Benoît Cambier est le nouveau président de Junia
- 5 Effondrement du logement neuf en 2023

20 millions

C'est le nombre de mètres cubes d'eau que la MEL espère économiser sur une période de 10 ans, soit l'équivalent de 8 000 piscines olympiques. Comment ? Grâce à l'implantation de 5 000 capteurs acoustiques, dans les 18 mois, sur ses 4 300 kms de réseau d'eau potable.



PLÂTRE BEAUVAISIEN

La société familiale alsacienne Ritleng Revalorisations prépare une implantation à Beauvais. Elle va y déployer une usine de recyclage de plâtre en gypse réutilisable dans l'univers du bâtiment. Le projet, évalué à 10,5 M€, va permettre dans un premier temps de traiter 60 000 tonnes de plâtre avant de monter à 150 000 tonnes à terme.

Fusion à l'eau

Les deux bailleurs sociaux SIA Habitat et SIGH ne se marieront finalement pas. La fusion de ces deux organismes relevant du même pôle immobilier social des Caisses d'Epargne, Habitat en Région, paraissait pourtant vertueuse pour atteindre un effet d'échelle (71 000 logements en tout) dans un contexte de fortes difficultés du secteur. Mais le risque élevé d'un refus de l'Autorité de la concurrence a conduit les deux opérateurs à jeter l'éponge.

***Vous aimez
une presse locale
fiable, sérieuse
et indépendante ?***

éco 121

**vous propose un abonnement
premium de soutien.**

Il comprend :

- **10 exemplaires** papier chaque mois
- un **accès intégral** au web (numéro en cours et archives)
- un **accès privilégié** aux partenariats Eco121 (concerts, événements...)
- des **rencontres** avec la rédaction au travers du club Eco121
- une **newsletter** dédiée sur la vie de votre journal



☐ Je souscris à un abonnement de soutien à Eco121 pour un montant de 1000 €

Règlement

- ☐ Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- ☐ Par virement : Banque Caisse d'Epargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM	PRÉNOM
SOCIÉTÉ / ORGANISATION	
ADRESSE	
	CODE POSTAL
VILLE	Tél.
E-MAIL	

éco 121
ECOPRESSE - PARC RIVÉ
300 RUE DE LILLE
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

LE
TOPIMAGREEN SORT
DE L'ORNIÈRE PAR LE HAUT

Le cabinet RH Imagreen, dédié à la transition sociale, environnementale et énergétique, sort du redressement judiciaire. La société fondée par Justin Longuenesse (photo) en 2010 a subi une crise de croissance, alors qu'elle passait de 35 salariés à 120 en quelques exercices seulement, et avait dû déposer son bilan en novembre 2023. Elle repart de l'avant sous un nouveau nom, Imagreen Transition et adossée à deux nouveaux partenaires bien connus dans le même univers de l'ingénierie environnementale, Auddicé (Louis-Philippe Blervacque), qui prend la majorité, et Neo-Eco (Christophe Deboffe) qui prend 10%. Ramenée à 50 salariés aujourd'hui, Imagreen Transition entend bien jouer les synergies au maximum avec ses associés. De nouveaux actionnaires devraient faire leur entrée dans les prochaines semaines pour conforter le redémarrage de l'entreprise : Finorpa, les associés de Septentrion Finances ou encore Christophe Coisne, révèle le dirigeant.



**"NOUS DEVONS FAIRE FACE
AUJOURD'HUI ENCORE À UN
EFFET DE CISEAU TERRIBLE."**

Nicolas Fricoteau,
président (UDI) du conseil
départemental de l'Aisne, qui évoque
un différentiel de 37,5 M€ en 2023
et de 14,4 M€ cette année entre
dépenses nouvelles et recettes
nouvelles.

**"WISH A TRICHÉ, WISH A ÉTÉ
ÉJECTÉ, IL EST TEMPS D'EN FAIRE
AUTANT POUR SHEIN ET TEMU !"**

le cri du cœur de

**Jean-Christophe
Garbino**

président de Grain de Malice,
qui s'associe à une initiative
collective du retail français face
à la concurrence déloyale de l'«ultra
fast fashion» des géants chinois.

LE
FLOPDAMARTEX CREUSE
SES PERTES

Le groupe textile spécialiste des séniors continue à broyer du noir. Au premier semestre de son exercice 2023-2024, Il affiche une perte de 16,4 M€ pour un chiffre d'affaires lui-même en recul de 11,6%, à hauteur de 292,9 M€. Même son pôle home & lifestyle s'est inscrit dans le rouge, en perte de 2,1 M€. La dette du groupe roubaisien s'est alourdie à 90,7 M€. Néanmoins, quelques signaux positifs permettent de nourrir des espoirs pour la suite : d'une part une forte maîtrise des coûts marketing, réduits de 12 M€, et la finalisation de la vente d'Afibel, qui était un pôle de pertes majeur.





**"IL FAUT QUE LES POUVOIRS PUBLICS
ACCORDENT UN PEU D'ATTENTION
À NOS INDUSTRIES!"**

Olivier François

président d'EuRIC (confédération européenne du recyclage) et cadre dirigeant de Galloo, évoquant l'arrivée massive de PET recyclé de Chine pour profiter de l'obligation européenne d'intégrer des matières recyclées dans les bouteilles.



**"AUJOURD'HUI, ON A PLUS D'ARGENT
COLLECTÉ QUE D'ARGENT EMPLOYÉ."**

Dominique Saint-Germain,

représentant du Crédit Coopératif, à propos des 80 M€ d'encours du Livret d'épargne Rev3, lors de rencontres Federec organisées pour la journée mondiale du recyclage.



**"APRÈS 10 MOIS DE
MOBILISATION DE L'ÉTAT, DES
ÉLUS DE TOUS BORDS ET DE LA
CGT, VALDUNES EST SAUVÉE."**

Le soulagement du ministre de l'Industrie

Roland Lescure

sur X (ex Twitter) lors de la décision du tribunal de commerce le 20 mars de céder l'entreprise à Europlasma.

**"RENCONTRE DES SALARIÉS DE L'USINE RDM À BLENDÉCQUES SUITE
À L'ANNONCE BRUTALE DE LA FERMETURE DU SITE PAR LE GROUPE. POUR EUX,
POUR LE TERRITOIRE, NOUS DEVONS NOUS BATTRE POUR TROUVER UN REPRENEUR
ET RETROUVER UN EMPLOI POUR CES SALARIÉS !"**

Xavier Bertrand,

sur X, le 22 mars à propos de la fermeture de la seule usine de carton en France du groupe italien RDM et ses 178 salariés.

2 AVRIL : Soirée des lauréats du
Réseau Entreprendre Nord,
Lille Grand Palais, dès
18h30

8 AVRIL : La Soirée Prestige,
dédiée aux professionnels
du commerce et du
tourisme - CCI Grand Lille
à partir de 18h45

11 AVRIL : Événement « Vision
à 360° pour une industrie
décarbonée », au bâtiment
Wenov, parc Euratech,
dès 8h30

18 AVRIL : 12e rencontre du
club Economie circulaire
de la CALL de 16h à 18h30
au Louvre Lens Vallée

18 AVRIL : Soirée plénière du
Centre des Jeunes
Dirigeants Lille Métropole,
Cité des Echanges à Marcq-
en-Barœul, dès 18h

18 AVRIL : Assemblée générale
Clubster NSL, au Campus
Lesaffre, Marcq-en-Barœul,
dès 9h30

CITÉ DES ÉCHANGES

A 46 ans, **Cédric Delpierre** prend la direction générale de la Cité des Échanges, haut lieu de l'événementiel BtoB, notamment



du monde économique régional. Cuisinier de formation, il débute en 1999 chez Lecocq Traiteur à Lille comme premier maître d'hôtel. Puis, trois ans plus tard, rejoint la direction comme DRH. En 2012, il devient directeur des opérations et directeur commercial de St Once Traiteur (Groupe Casino), avant d'être nommé directeur site en 2014 pour entre autres piloter les activités de réceptions. En 2020, il est nommé Dg du groupe de restauration La Citadelle à Metz et directeur des opérations de la branche restauration commerciale F&B.

JUNIA

Benoît Cambier prend la présidence du Conseil



d'administration Junia, tout en assurant la gestion quotidienne de l'Association de l'école d'ingénieur. Ce diplômé de l'EDHEC succède à Amaury Flotat, qui présidait l'Association Junia depuis 2018. Il a occupé différentes fonctions de direction, notamment entre 1997 et 2011 au sein du groupe Kering. Il a été Pdg de Bernard SA, Dg de JPG, puis Pdg de Daxon Movitex. En 2012, il se lance dans l'entrepreneuriat en rachetant l'entreprise SoSmart à Marcq-en-Baroeul par LBO, activité qu'il poursuit jusqu'en 2022.

SAINT MACLOU

Hanane Ennassiri-Rousseau est la nouvelle Dg de Saint Maclou, l'enseigne de la galaxie



Mulliez, spécialisée dans la pose de sols. Cette Skema, également diplômée d'une maîtrise de sciences de gestion à l'IAE Lille, a mené jusqu'ici toute sa carrière chez Leroy Merlin. Jusqu'à devenir en 2019 leader du marché univers décoration, son dernier poste.

GENERIX GROUP

A 44 ans, **Raphaël Sanchez** devient Pdg de Generix Group, éditeur lillois de logiciels dédiés



à la supply chain collaborative, qu'il a rejoint il y a tout juste un an comme *chief revenue officer*.

Ce Skema a débuté chez IBM en 2002. Il y est resté 19 années, durant lesquelles il a été spécialiste des ventes, directeur des ventes de logiciels puis des services d'infrastructure, avant d'en prendre la vice-présidence.

CMA HAUTS-DE-FRANCE

Samuël Turpin prend la



direction du marketing, des études et de la communication de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) Hauts-de-France. Maître en marketing, il débute chez Orange comme conseiller commercial (2005), puis rejoint SFR en tant que responsable qualité des services puis responsable marketing. En 2012, il devient responsable marketing et communication de l'éditeur de logiciels BRZ. Il intègre la CMA régionale en 2018 comme responsable marketing, avant de devenir chef de cabinet (2021) puis directeur régional adjoint deux ans plus tard.

BIOLABO GROUP

Julien Butet, directeur financier du Biolabo Group, est nommé directeur général. Riche d'une grande expérience en affaires juridiques et financières, il aura la charge du suivi financier des projets du groupe.

HN SERVICES

Antoine Robillard est nommé directeur régional de l'entreprise de services du numérique (ESN)



HN Services. Une ETI familiale francilienne basée à Lille depuis 2018, où elle emploie 60 salariés et prévoit une trentaine de recrutements cette année. Diplômé de l'EM Normandie Business School, Antoine Robillard a fait toute sa carrière au sein d'ESN. D'abord chez Additeam en tant que chargé de développement région PACA puis en tant qu'ingénieur d'affaires. Il rejoint Modis en 2013 (devenu Akkodis depuis), l'ESN d'Adecco Group, comme ingénieur commercial. Avant de devenir directeur de la BU Nord banque-finance-assurance.

PORTRAIT EXPRESS

TMMF

Rodolphe Delaunay
Un industriel de l'automobile très aguerri au volant de l'usine Toyota



Rodolphe Delaunay, 50 ans, jusqu'alors senior vice-président manufacturing de Toyota Motor Manufacturing France (TMMF), devient le nouveau président. Il succède à Jim Crosbie qui occupait le poste depuis 2021 et qui fera valoir ses droits à la retraite fin juin. Ce passionné d'automobile a occupé

plusieurs fonctions de responsabilités dans des sociétés telles que PSA, Michelin ou Faurecia. Avant de rejoindre TMMF en 2021, il était directeur du site de Renault Douai. Par ailleurs, Rodolphe Delaunay est président de l'Association Régionale de l'Industrie Automobile (ARIA).

SCIENCES PO LILLE

Etienne Payrat est le nouveau visage de l'IEP de Lille où il succède à son directeur emblématique Pierre Mathiot. Ce docteur en



sciences politiques et en histoire, diplômé de l'Ecole normale supérieure, a été attaché d'enseignement et de recherche à l'Université Polytechnique Hauts-de-France en 2016. Un an plus tard, il devient chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po Paris. La même année, il occupe le poste de maître de conférences au sein de l'établissement de Lille. De 2019 à 2021, il prend la direction de la stratégie et des relations internationales de Sciences Po Lille. Puis, début 2022, devient premier vice-président chargé de la gouvernance de l'Université de Lille. Fonctions qu'il a occupées jusqu'en mars dernier.

JAPET MEDICAL

Pierre Lelard prend la direction des opérations de Japet Medical, le fabricant d'exosquelettes destinés aux salariés de l'industrie et de la logistique, entre autres. Il succède à Damien Bratic qui codirigeait Japet Medical avec Antoine Noël et Amélie Blondeaux depuis la création en 2016. Pierre Lelard a débuté chef des ventes chez Orange (1988), avant de rejoindre Lyreco France dont il a été nommé directeur des ventes



grands comptes en 1996. Il devient directeur marketing commercial France, Belgique et Grande-Bretagne d'Ecoburotic France en 2009, puis Dg international six ans plus tard. Depuis 2019, il était Dg de Top Office.

éco 121

1 AN
69€

La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web www.eco121.fr

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- ☐ 1 an (10 n°) au prix de 69€
- ☐ 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- ☐ Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- ☐ Par virement : Banque Caisse d'Epargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM	PRÉNOM
SOCIÉTÉ / ORGANISATION	
ADRESSE	
CODE POSTAL	
VILLE	TÉL.
E-MAIL	



éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
59620 MARQUETTE-LEZ-LILLE



« Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un entrepreneur qui peut comprendre un entrepreneur. » Benoît Duhamel est formel. Confronté à un nombre croissant de dirigeants de jeunes entreprises en difficulté, le fondateur de SupplyGroup à Euratech, accompagné d'une trentaine d'entrepreneurs historiques de l'incubateur lillois, vient de lancer EuraHelp. Une plateforme en ligne où un dirigeant de start up de l'écosystème d'Euratechnologies, en difficulté psychologique ou au niveau de son entreprise, peut solliciter de l'aide. Après avoir rempli un formulaire, il est contacté par un membre de l'équipe d'EuraHelp chargé de comprendre précisément ses difficultés et de l'orienter vers des solutions adéquates ou des interlocuteurs spécifiques. « On choisit avec eux s'ils veulent un entretien physique ou téléphonique, ainsi

"ON EST LÀ POUR DIRE AUX DIRIGEANTS QUE DIFFICULTÉ NE VEUT PAS FORCÉMENT DIRE TRIBUNAL"
BENOÎT DUHAMEL

que les différentes étapes de l'accompagnement. Rien n'est imposé », détaille Benoît Duhamel. Pour assurer un soutien cousu main, EuraHelp peut compter sur un certain nombre de partenaires comme des avocats spécialisés dans les entreprises en difficulté, des mandataires, les Finances publiques, la Banque de France régionale, mais aussi l'association d'aide psychologique Apesa et les réseaux d'entrepreneurs tels Hodéfi, FrenchTech ou encore le Réseau Entreprendre Nord. L'initiative est bénévole et entièrement gratuite.

LIBÉRER LA PAROLE

Tout est parti du constat que le contexte économique actuel affecte plus ou moins l'activité des dirigeants. Les entrepreneurs à la tête d'EuraHelp ont échangé avec un dirigeant par semaine. Preuve que la situation pèse sur leur moral, mais aussi parfois sur leur vie personnelle. Problème, « peu d'entre eux osent en parler et demander de l'aide par peur de la stigmatisation liée à l'échec, regrette Benoît Duhamel. On parle beaucoup de ceux qui réussissent, qui lèvent des fonds, qui se développent, mais très peu de ceux qui connaissent des déroutes ». Or, dans bien des cas, le fait d'échanger entre entrepreneurs suffit à lever des craintes. « En ce moment, les dirigeants de start up ont besoin d'être rassurés. On est là pour leur dire que difficulté ne veut pas forcément dire tribunal ».

EuraHelp.com



Nijta sécurise 2 M€

Depuis sa création par Brij Srivastava en 2022 au sein de l'Inria, Nijta développe un logiciel basé sur l'IA pour anonymiser, et donc sécuriser, les données vocales. Objectif : protéger l'identité et la vie privée des utilisateurs d'applications vocales. Du smartphone jusqu'aux assistants vocaux, Google Assistant, Siri d'Apple ou encore Alexa d'Amazon. Nijta vient de boucler un tour de table de pré-amorçage à hauteur de 2 M€ auprès de plusieurs investisseurs dont Finovam Gestion ou bien du fonds parisien Elaia Partners, afin de poursuivre le développement de sa technologie et muscler ses équipes dans les prochains mois.

« La collecte de données vocales à grande échelle constitue une menace pour la vie privée car la voix contient des informations biométriques sensibles, l'identité, les émotions et même l'état de santé », souligne la jeune pousse.



Les lois internationales sur la protection de la vie privée telle que le RGPD en Europe recommandent aux entreprises l'anonymisation et la suppression des informations biométriques des données collectées. Au risque d'une sanction allant jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires en cas de violation. Un enjeu énorme pour les clients de Nijta issus des secteurs du service client, de la santé, de l'éducation, de la banque et des médias.

Caast booste le live shopping

Née en pleine pandémie, la start up lilloise Caast TV est spécialisée dans le live shopping. L'équivalent digital de l'animation commerciale en magasin. Celle qui

a déjà permis l'organisation de plus d'un millier de lives depuis sa création accélère. La société d'Antoine Leclercq annonce le lancement de Caast Boost. Une solution vouée à amplifier l'audience, et optimiser le retour sur investissement, des lives shopping des 150 marques et enseignes avec lesquelles Caast TV collabore. Boulanger, Sephora, Etam et Fnac Darty entre autres.



Comment ? En créant un plan de diffusion des teasing, des lives et des replay auprès des 70 médias partenaires de la jeune pousse. Mais aussi sur les box TV des opérateurs et les réseaux sociaux. « Caast Boost permet d'atteindre un potentiel de plus de 30 millions de consommateurs », assure le dirigeant fondateur.

 Save the dates !

Learning Expedition spécial IA

Le 17 avril dès 13h30

Expérience sur les usages de l'IA. En immersion au sein d'Euratechnologies, en partenariat avec la Cité de l'IA. Rencontres, ateliers, cocktail et networking.

Événement payant. Infos sur www.euratechnologies.com

Nouveaux villageois

Jusqu'au 12 avril

Le Village by CA Nord de France s'unit aux 14 autres Villages du réseau pour lancer un appel à candidatures. Les futurs villageois doivent porter un projet, ou être à la tête d'une jeune pousse, visant à soutenir l'agriculture et l'agroalimentaire en transition.

Info et candidature sur www.lille-levillagebyca.agorize.com



LAVAGE DE CONTENANTS

Haut la Consigne pousse un peu plus le bouchon du réemploi

Que de contenants en verre collectés, lavés et réemployés depuis le lancement de Haut la Consigne en 2020 à Roubaix ! La jeune pousse de Florence Duriez et Catherine Thiebert s'apprête à convertir de nouveaux professionnels au réemploi de contenants en verre. Courant avril, elle installera une troisième ligne de lavage dans son usine de Neuville-en-Ferrain, mise en service en juin dernier, en partie grâce à une levée de fonds de 2,5 M€. La nouvelle ligne aura pour but d'expérimenter le lavage de bocaux et de contenants d'entreprises de cosmétiques. Grâce à son parc machines, Haut la Consigne accompagnera les industriels de ce secteur, ainsi que ceux d'autres domaines, dans la réalisation d'études de faisabilité d'un passage au réemploi.

Dès cet été, la société entend également démarrer la collecte de contenants en région Île-de-France où « il n'existe pas de solution aujourd'hui », selon Florence Duriez. La dirigeante confie par ailleurs être en discussion avancée avec des acteurs de la grande distribution et des grossistes, essentiellement de l'agroalimentaire, pour d'éventuels partenariats. « Ce seront des contrats stratégiques pour Haut la Consigne en raison de la force de frappe de ces entreprises. » Elle vise les trois millions de contenants collectés et lavés cette année, contre 720 000 entre juin et décembre 2023. Haut la Consigne emploie une quinzaine de personnes et collabore avec 10 grandes marques nationales pour un chiffre d'affaires non communiqué.

Dans les coulisses de Sauces & Créations

TEXTES Olivier Ducuing PHOTOS Sophie Stalnikiewicz

Eco 121 est allé pour vous à la découverte d'une pépite de l'agroalimentaire régional, Sauces & Créations. Une entreprise de la périphérie de Cambrai, créée en 2007 par le serial entrepreneur Daniel Dessaint et entrée il y a deux ans dans le giron du groupe Solina. Trop à l'étroit, le fabricant sur mesure de sauces, marinades et autres soupes se prépare à construire une nouvelle usine à Iwuy, à une quinzaine de kilomètres de distance, qui devrait générer une centaine d'emplois, pour 35 M€ d'investissement. Visite.





Sauces & Créations a débuté en 2008 d'une feuille blanche même si Daniel Dessaint, son créateur, avait accumulé une grosse expérience dans l'univers des salades à travers son ancienne entreprise Dessaint Traiteurs. Au fil des années et des extensions, Sauces & Créations compte désormais 15 lignes de production marquées par leur extrême modularité. L'entreprise reçoit des centaines d'ingrédients dont les deux principaux sont la crème fraîche et le gruyère. Dans une première salle, les produits nécessaires à chaque recette sont rassemblés dans des bacs. Des opérateurs vont ensuite les mettre en œuvre. Plusieurs machines de volumes différents sont capables de réaliser de multiples opérations : émulsion, vapeur, chauffage, refroidissement. Lorsque la recette est terminée, les cuves mobiles sont acheminées au devant de chaque ligne.





SAUCES & CRÉATIONS EN BREF

- Filiale du groupe Solina
- Lieu : Raillencourt-Sainte-olle
- Effectifs : 120 + 20 à 30 intérimaires
- Chiffre d'affaires 2023 : 50 M€ dont 15% à l'export
- Production : 10 000 tonnes/an
- Projet de nouvelle usine : 35 M€
- Effectif prévu : 100
- Démarrage prévu : fin 2025



On trouve des conditionnements de toutes sortes, du petit flacon souple de 20 ml au tube en passant par des pots de différents formats. La plus grosse machine est capable de sortir 30 000 pièces à l'heure. Sauces pour brochettes, pour carpaccio, pour burger, Sauces & Création sait tout faire. « On conditionne depuis les sachets pour pizza de 3 g jusqu'à une tonne pour la mayonnaise, par exemple », décrit Daniel Dessaint.





UN LABO DE R&D

6 ingénieurs R&D s'affairent dans un laboratoire dédié, où travaille aussi un vrai chef cuisinier, un ancien du Westminster et du château de la Motte Fénelon. La société crée à façon pour les clients, à raison de 200 lancements par an. Une recette prend en moyenne un mois pour passer de l'idée à la réalisation industrielle. Les clients sont accueillis dans ce labo pour les derniers ajustements éventuels.



Racontez-nous comment est né Sauces & Créations...

Quand j'ai vendu Daniel Dessaint traiteurs à Daunat en 2007, ils m'ont demandé de rester pendant cinq ans comme président non opérationnel. J'ai tenu six mois ! J'aurais pu partir à la retraite mais j'ai créé une nouvelle usine à Cambrai. Ici c'était un champ.

Nous avons commencé avec les clients de la restauration « debout », puis ceux de la restauration « assise », puis les industriels. Nous sommes présents partout, aussi bien avec le leader en crevettes qu'avec les grands de la viande. Aujourd'hui, nous sommes devenus un référent de la sauce. J'ai tous les opérateurs.

Quelle est la clé de votre réussite ?

L'innovation, la R&D, la qualité, la disponibilité. Ici, il y a interdiction de dire non à un client ! Par exemple, on va sortir une sauce hamburger à la bière trappiste de Chimay pour un géant de la restauration rapide. Cela, personne ne sait le faire. On fait du sur mesure ici, chacun a sa propre recette. Je n'ai pas non plus de stock, je produis seulement sur commande.

Pourquoi prévoir une nouvelle usine ?

Il y a deux ans nous avons connu une croissance de 60%. L'an dernier et cette année, nous sommes à + 25%. Notre usine est prévue pour produire 7 000 tonnes par an, nous sommes à 10 000 et j'ai prévu de la monter à 13 000 à travers de nouveaux investissements ici. Nous avons déjà réalisé six extensions, je refais 250 m² ici et 250 m² là, mais aujourd'hui nous arrivons à saturation complète. L'idée est de se doter d'une nouvelle usine sur un terrain de 4 hectares à Iwuy, toujours dans la communauté d'agglomération de Cambrai, entièrement automatisée et dédiée à nos plus gros clients. Nous pensons être opérationnels fin 2025. On va créer une centaine de postes.

Que faites-vous de l'usine actuelle de Raillencourt-Sainte-Œlle ?

Nous la conservons pour les clients petits et moyens.

Vous avez vendu l'entreprise en 2021 au groupe Solina. Pourquoi ?

J'avais 72 ans, pas d'enfant souhaitant reprendre. J'avais commencé à vendre progressivement mes parts à mon adjoint, Marc-Antoine Deparis, que j'avais embauché en 2008 à la suite de son stage d'école de commerce. Et en



DANIEL DESSAINT, SAUCES & CRÉATIONS

« Il est interdit de dire non à un client ! »

Après avoir développé puis vendu en 1993 un gros abattoir de volailles de 500 personnes, développé à Arras et vendu une usine de crêpes, Daniel Dessaint a encore développé et vendu (au groupe breton Solina) une entreprise de créations de toutes formes de sauces en périphérie de Cambrai. Resté aux manettes, il fait face à une croissance à deux chiffres par l'ouverture d'un nouveau site à Iwuy. Rencontre avec un dirigeant hors normes.

décembre 2021, j'ai eu un coup de fil de Solina. En avril 2022, la vente était officielle. Il faut dire que l'entreprise gagne de l'argent depuis toujours et qu'il n'y avait pas de cadavre dans les placards.

Pour Solina, qui était numéro un européen des épices secs, et absent dans les sauces, c'était stratégique. Dans l'escarcelle, il y avait aussi une entreprise que j'avais rachetée très peu de temps auparavant, AD2I, à Laon, spécialisée dans la déshydratation de fruits. Elle faisait 6 M€ de ventes, je l'ai portée à 9 M€ et nous visons les 20 M€ dans les quatre ans.

Vous avez vendu mais vous êtes toujours aux commandes. Expliquez-nous...

Ils m'ont demandé de rester, j'ai accepté si j'avais toujours les mains libres. C'est le cas. D'autant plus que nous figurons dans le top 3 des sites les plus rentables sur un total de 40 usines. Nous avons toujours une croissance de 25%. Je suis consultant, Marc-Antoine Deparis est directeur général ■

Recueilli par Olivier Ducuing

“JE VEILLE À CE
QU’ON CONTINUE
À AIDER
L’ÉCONOMIE DE
PROXIMITÉ”



PHILIPPE BEAUCHAMPS

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL EN CHARGE DES RELATIONS AUX ENTREPRISES,
DE LA FORMATION ET L'EMPLOI

RECUEILLI PAR Olivier Ducuing et Julie Kiavué

Dans un entretien exclusif à Eco121, le Monsieur Economie de l'exécutif régional apporte son regard sur les grands enjeux du moment : les besoins énormes en formation issus de la nouvelle Vallée de la Batterie, la grave crise de l'immobilier qu'il redoute, mais aussi le soutien très fortement réaffirmé aux TPE et aux PME, au-delà des grands projets qui prennent toute la lumière médiatique. Rencontre.

Vous venez d'être promu au conseil régional vice-président en charge des relations aux entreprises et de l'emploi, ainsi que de la formation professionnelle. Quel sens donner à ce mouvement ?

C'est Xavier Bertrand qui décide de l'organisation de son exécutif. Mon poste de vice-président et ma délégation, tout cela a un sens. Quand je vais dans les entreprises, ce que je fais à peu près chaque jour, on me parle d'économie, de liens entre la Région et l'entreprise, mais aussi de formation. Pourquoi ? Parce que même si notre taux de chômage est de deux points supérieur à la moyenne nationale, on a des problématiques pour trouver de la main d'œuvre. Il n'y a pas une entreprise dans laquelle je vais où on ne me parle pas de ce que peut faire la Région pour l'accompagner en matière de formation. Nous travaillons ensemble avec Marie-Noëlle Delaire, vice-présidente à l'Economie Sociale et Solidaire. On englobe ainsi l'intégralité de la problématique.

Votre délégation ne comprend pas les filières, qui relèvent de Frédéric Motte. Comment conjuguer les problématiques individuelles et une vision stratégique sectorielle ?

Je suis en charge des relations avec les entreprises en *one to one*. Une entreprise sol-

licite la Région pour différentes raisons : elle investit, crée de l'emploi, recherche des financements pour son développement, cherche un accompagnement en haut de bilan, demande à être épaulée vis-à-vis des tribunaux de commerce, des missions de conciliation et mandat *ad hoc*, du fonds de prévention. Dans la direction de la transformation régionale, on trouve les filières, les dispositifs portés par des structures qu'on finance largement pour accompagner la bio-économie, l'évolution des matériels et bien d'autres filières.

Avec l'écosystème, c'est bien de ne pas tout mettre entre les mains du même élu, en terme de charge de travail comme de représentation. Mais c'est une frontière ouverte en bien des points.

Concrètement ?

Prenons l'exemple du dispositif de formation Electromob, qui mobilise 27 M€ sur les métiers de l'électromobilité. Cela a démarré avec les nouvelles gigafactories, et des entreprises comme Ampère qui ont aussi exprimé des besoins significatifs en formation dans leur transformation du thermique vers l'électrique. On leur a dit d'accord, mais on ne va pas prendre vos entreprises les unes après les autres, vous avez les mêmes problématiques et vous nous demandez de vous aider à recruter le même type de métier. Donc oui on va le faire, mais à la condition que vous veniez tous dans ce dispositif. On a eu seulement dix minutes de chouinement ! (rires)

Les pouvoirs publics ont mobilisé des aides considérables pour les gigafactories. Peut-on continuer longtemps à ce rythme ? N'est-ce pas au détriment du tissu économique existant ?

Ce sujet me tient énormément à cœur. Je veille à ce qu'on continue à aider tout autant

l'économie de proximité, qui représente plus de 60% de l'économie régionale, avec le coiffeur, le boulanger, le restaurateur, le médecin au coin de la rue.

Il faut d'abord démystifier le fait que l'attractivité régionale ne se fait qu'autour des gigafactories. Le dernier rapport Business France confirme que nous sommes toujours la 2e région en création d'emplois dans les dossiers d'attractivité, et parmi les 10 premières régions européennes. Il montre aussi que sur les 8 000 emplois créés, seuls 20% relèvent des gigafactories.

Néanmoins, sur un dossier comme ACC, la Région a apporté 80 M€, c'est considérable...

Quand on veut appâter à la pêche, on en met plus au début qu'à la fin. Tout le monde a bien vu que nos aides ont eu tendance à diminuer. On écoute les potentiels investisseurs, on arrive assez vite à voir s'ils hésitent sur le territoire sur lequel ils vont aller ou s'ils se rendent compte que l'écosystème déjà en place fait qu'ils ont tout intérêt à venir sur notre territoire.

Mais les aides aux grands groupes n'ont pas diminué ce qu'on pouvait faire au niveau des TPE-PME. Non seulement on ne l'a pas diminué mais on l'a augmenté.

Comment ?

On a changé notre façon de faire. Avant on avait tout un dispositif d'aides qu'on ne communiquait pas au grand public. On a créé l'Agence des entreprises, confortée par un site web « Hauts de France entreprises », spécialement dédié, dans lequel un menu déroule toutes les aides aux entreprises, en grande majorité réservées aux TPE et aux PME. En 2023, on a donné 27 M€ d'aides directes au bénéfice des TPE, et on a contre-garanti près de 40 M€ d'emprunts.

Avec les méga-implantations, n'y a-t-il pas un sérieux risque d'aspiration des talents des petites entreprises par les grandes ?

Je n'utiliserais pas le mot aspiration. Il faut distinguer entre les peurs et la réalité. On n'a qu'une solution, la formation. Prenez les techniciens de maintenance. Si vous ne voulez pas que les entreprises qui s'installent « piquent » les techniciens de maintenance dans les structures existantes, il faut saturer le marché et la formation. On en a formé 600 l'an dernier dans le plan régional de formation, on va en former 1 200 en 2024 et s'il faut en former 2 400 en 2025, on le fera. Nous n'avons pas de problème de financement de la formation, quelles que soient les rigueurs budgétaires.

Encore faut-il attirer sur ces métiers...

Nous avons renouvelé notre accord avec l'Etat sur les plans régionaux d'investissement dans les compétences. Le problème est en effet de faire venir dans ces formations les personnes à former. Il faut résoudre collectivement ce problème. Tout le monde doit y participer, les entreprises elles-mêmes en donnant une vraie image de ce que sont leurs métiers aujourd'hui, en expliquant que l'industrie n'est plus celle d'hier, que ces nouveaux métiers ne sont pas des métiers de la métallurgie mais sont devenus ceux de la chimie.

Cela fait 30 ans qu'on tient vainement ce discours pour attirer dans l'industrie...

Je ne suis pas d'accord. Le monde évolue très vite. Quand je suis arrivé à cette fonction, on me disait « on ne trouve plus de chaudronniers ». Une petite révolution s'est formée sur ces sujets avec de nouveaux attraits pour les métiers manuels. Un lycée professionnel à Hénin-Beaumont explique qu'autrefois il formait des personnes qui avaient choisi le métier en option 4 ou 5. Aujourd'hui, non seulement sa formation est pleine, mais il a dû créer un deuxième groupe avec des gens qui l'ont choisie cette fois en option 1 !

N'y a-t-il pas un risque spécifique de goulet d'étranglement à Dunkerque ?

Quand on vient installer du jour au lendemain un grand nombre d'emplois dans le Dunkerquois, oui c'est sûr qu'il y a un risque. Mais on peut aussi basculer sur l'apprentissage, notamment dans des métiers liés au bâtiment. Il peut exister un risque complémentaire pour certaines TPE-PME

qui ne vont pas comprendre assez vite que leur problème est moins de recruter que de fidéliser. A la direction de l'emploi et avec France Travail, on a des sessions communes avec ces entreprises pour discuter marque employeur et fidélisation. C'est un sujet important.

La Région dispose-t-elle encore de foncier disponible pour de gros dossiers ? Les friches peuvent-elles être une réponse ?

Les friches sont une des réponses au zéro artificialisation nette (ZAN), quand on peut démontrer que les terrains ont eu initialement un usage économique. Avant le ZAN, personne ne voulait des friches, mais les communes voulaient garder la maîtrise foncière. Pour ce faire, elles devaient faire part d'un projet et demander à l'un de nos deux EPF de garder le foncier au chaud. Aujourd'hui, les EPF ont un stock de foncier à vocation économique. Il n'y a plus de très grosse parcelle de plus de 20-30 ha. Ce sont plutôt des parcelles de 5-10 ha, ça ne permet pas de mettre une gigafactory mais déjà une très belle entreprise. Pour accélérer le dispositif, on a signé une convention de collaboration avec les EPF : avec l'aide notamment de Nord France Invest, l'idée est de sélectionner quelques friches, recueillir l'accord des collectivités pour y conduire des projets pas forcément en lien avec le projet initial, et démarrer immédiatement les travaux pour gagner du temps.

Connaît-on bien ces friches ?

Nous avons aujourd'hui un état complet des friches propriété des EPF. Certaines n'appartiennent pas aux EPF mais à des vrais privés, à de grandes entreprises ou des institutionnels. L'Etat travaille aussi beaucoup sur ces sujets et a lancé une obligation aux collectivités de lui soumettre dans des délais donnés les friches présentes sur leur territoire. Ces friches étaient un problème, elles deviennent une solution et une valeur. On va du reste changer dans la manière dont on donne du terrain aux entreprises, on ne leur laissera plus inclure une réserve foncière pour leurs développements futurs.

Certains secteurs comme l'immobilier sont en grande difficulté. Comment la Région peut-elle les accompagner ?

Sur l'immobilier, je renvoie vers le Président de la République qui vous expliquera ce qui pour moi est la bombe sociale à venir dès lors qu'on ne construit pas des logements de manière suffisante pour loger les gens tant dans le logement social que privé... Les gilets jaunes à côté, c'était de la rigolade. C'est inquiétant que quelqu'un qui gagne 3 000 € par mois ne trouve pas de logement ou ne puisse pas avoir accès à un logement. Cette crise ne fait que commencer. Or notre région a une particularité : la construction neuve dans le privé est majoritairement le fait d'investisseurs qui vont ensuite louer, car les gens ont un pouvoir d'achat plus faible qu'ailleurs.

Je comprends parfaitement que le Président, qui n'aime pas l'immobilier, ne veuille pas que celui-ci devienne un produit de défiscalisation. Mais il faut alors avoir une vraie politique pour les utilisateurs avec de vrais prêts à taux zéro, d'éventuelles aides à l'acquisition selon les revenus, de nouveaux dispositifs non pas expérimentaux mais industrialisés. Si on ne veut pas d'une France de propriétaires investisseurs, on va devoir aller vers une France de propriétaires utilisateurs. Si on n'a plus ni l'une ni l'autre, on va aller dans le mur, avec une vraie crise sociale liée au logement.

Plus largement, comment voyez-vous l'année 2024 pour l'économie régionale ?

On va avoir une année 2024 compliquée. Notamment pour certaines entreprises et certains secteurs. Il y a eu les PGE, mais aussi tous les dispositifs comme le plan France Relance, React EU, qui ont injecté des milliards dans l'économie. Aujourd'hui, on en injecte par définition beaucoup moins. Si on ajoute l'inflation, l'impact sur le pouvoir d'achat, je pense qu'on aura une année difficile.

Comment limiter la casse ?

Quand une entreprise a des difficultés, le meilleur moyen qu'elle a de se sauver c'est d'en faire part le plus vite possible, notamment à la Région. Nous sommes là pour ça. Dans de nombreux cas, nous les renvoyons vers les tribunaux de commerce avec lesquels nous avons des relations privilégiées. 7 entreprises sur 10 qui viennent voir un tribunal avant d'être en cessation de paiement pour demander une conciliation ou un mandat *ad hoc* ressortent sauvées, alors que 7 entreprises sur 10 qui déposent le bilan sont liquidées. J'ajoute une note positive. Avec le plan régional de formation, nous avons formé quand même 65 000 personnes l'an dernier, dont 63% de retour à l'emploi définitif au bout de six mois. Et 25% d'entre elles sont bénéficiaires du RSA. De son côté, France Travail formait sur d'autres dispositifs 30 000 demandeurs d'emploi. C'est un total de 100 000 demandeurs d'emploi formés l'an dernier !

“ON VA AVOIR UNE ANNÉE 2024
COMPLIQUÉE”

Proche.

Éco121 est le magazine de l'info éco des Hauts-de-France et de ses acteurs. Un journal 100 % régional au contenu 100 % régional.

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE
SUR WWW.ECO121.FR



1 AN
69 €

éco 121

LE MAGAZINE DES DÉCIDEURS
ÉCONOMIQUES DES HAUTS-DE-FRANCE
En kiosque : 7,50 €



Vatel Academy : un campus hôtelier de prestige à Roubaix

Après l'école d'animation et d'effets spéciaux ArtFX et bientôt Piktura, l'école de l'image, à la Plaine Images, Roubaix accueillera un nouveau campus étudiant. En 2027, c'est l'établissement hôtelier Vatel qui installera son campus Vatel Academy sur plus de 13 000 m² dans le quartier Campus Gare. Ouverte aux jeunes de 16 à 20 ans ainsi qu'aux moins de 40 ans en reconversion professionnelle dans le milieu de l'hôtellerie-restauration, Vatel regroupera au sein de son campus roubaisien une école, un hôtel d'application 4 étoiles et un restaurant d'application de 80 couverts, mais aussi une résidence étudiante et des logements en co-living de 375 chambres. L'ensemble sera réparti au sein de trois bâtiments. Premier groupe mondial de l'enseignement du management de l'hôtellerie-tourisme, Vatel compte plus de 50 campus dans 31 pays.



DES NOUVELLES VIES POUR L'ANCIENNE BRASSERIE TERKEN

C'est tout un quartier qui va renaître de ses cendres. Les bâtiments de l'ancienne brasserie Terken, avec son emblématique tour de 28 mètres, vont être réhabilités. C'est le développeur territorial Réalités, associé au cabinet Hérault Arnod Architectures, qui a remporté l'appel à projets lancé par la MEL pour redonner vie à cette friche de 21 000 m², située au bord du Canal de Roubaix sur le parc de l'Union. Qui aura deux locomotives, acquéreurs-utilisateurs. Primo, un restaurant gastronomique du chef étoilé Florent Ladeyn, qui entend proposer une cuisine basée sur les circuits courts et la valorisation des déchets alimentaires. Avec terrasse et rooftop. Deuxio, l'école de design industriel Rubika s'installera sur 1 060 m². La réhabilitation comprendra aussi une résidence étudiante de 60 studios, des commerces (260 m²) et un parking en silo de 196 places. La première phase de dépôt de permis de construire est prévue pour février 2025. Les travaux devraient débuter au deuxième trimestre 2026.

Un centre de production flambant neuf pour Tessi après les émeutes

Tessi a inauguré son nouveau centre régional de production à Villeneuve-d'Ascq le 14 mars dernier. Opérationnel depuis janvier, le site accueille 450 personnes. Ce nouveau bâtiment démontre la résilience du groupe dont l'ancien site, dans le quartier de l'Alma à Roubaix, avait été pillé et incendié lors des émeutes de juin 2023. Spécialiste du traitement des données informatiques, Tessi accompagne les entreprises locales dans leur transformation digitale en proposant des solutions sur mesure, comme la digitalisation des factures, l'archivage électronique, la gestion de flux documentaire, la gestion de la relation clientèle. Présent dans 15 pays, le groupe compte 13 000 employés, dont 5 500, en France. En 2012, il a réalisé un chiffre d'affaires de 513 M€.





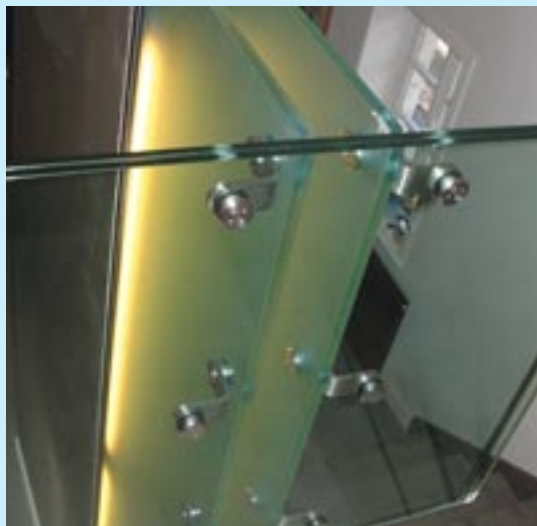
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX : SCEMED DEVIENT FRANCILIEN

Créé il y a 30 ans à Halluin, le fabricant et distributeur d'équipements médicaux pour établissements de santé Scemed tombe dans l'escarcelle du groupe francilien Winnicare. Un des leaders européens de la fabrication de matériel médical destiné à améliorer la vie des personnes en perte d'autonomie et leurs aidants. Winnicare réalise 150 M€ de chiffre d'affaires avec près de 800 salariés. De son côté, l'entreprise familiale Scemed affiche plus de 15 M€ de chiffre d'affaires avec un effectif non communiqué. Son activité est répartie entre deux principaux pôles, le transfert (lève-personnes sur rail, verticalisateurs...) et l'hygiène (chariots de douche, baignoires thérapeutiques...). L'opération permettrait au nouvel ensemble « de multiples synergies » et notamment à Winnicare de renforcer son offre de transfert, indique Siparex ETI, son actionnaire majoritaire. Le président de Scemed, Nicolas Folliot, se retire.

SAINT-QUENTIN-LAMOTTE : SGD PHARMA INJECTÉ 5 M€ DANS SON USINE

Le leader mondial de l'emballage pharmaceutique en verre SGD Pharma a investi 5 M€ dans son usine de Saint-Quentin-Lamotte, dans la Somme. L'enveloppe a financé une extension de près de 1 000 m² de l'unité de production pour y accueillir une ligne de siliconisation, mise en route l'automne dernier avec quatre

salariés. Cette nouvelle ligne devrait permettre à l'usine régionale, qui emploie au total 300 personnes, de s'ouvrir à de nouveaux marchés. SGD Pharma a mis sur la table 65 M€ pour s'offrir son unité nordiste inaugurée en 2016. Elle fait partie des usines de verre les plus modernes au monde.



Cevino Glass pousse les feux à Lyon

Début 2020, Cevino Glass (Miroiteries Dubrulle, Le Kap Verre...) intégrait le cercle des ETI grâce à l'acquisition de la société Lukora basée à Lyon. Quatre ans plus tard, le groupe nordiste de Thierry Gautier, basé à Villeneuve-d'Ascq, poursuit ses emplettes dans la ville des lumières avec le rachat de BMV. Une entreprise spécialisée dans la transformation du verre plat, particulièrement reconnue pour son savoir-faire dans le façonnage, la trempe ou encore l'émaillage de verre plat. Fondée en 1979, celle qui est devenue BMV Glass suite à l'opération d'acquisition emploie 20 personnes pour 4 M€ de chiffre d'affaires. Fin 2024, Cevino Glass table sur 60 M€ de chiffre d'affaires avec plus de 360 salariés.

100 POSTES À POURVOIR CHEZ SOCOTEC

Le groupe spécialiste dans la gestion des risques dans les infrastructures et la construction a annoncé qu'il souhaitait embaucher 100 nouveaux collaborateurs en CDI dans les Hauts-de-France cette année. Il recherche principalement des ingénieurs experts et des techniciens. En 2022 et 2023, Socotec avait déjà recruté 300 personnes dans la région, où il compte 550 collaborateurs (5 600 en France). Ces recrutements s'inscrivent dans le cadre d'une campagne nationale, avec 1 400 postes en CDI à pourvoir dans le pays, dont 200 alternants. Dans les Hauts-de-France, l'entreprise a notamment procédé aux vérifications réglementaires de sites de la métropole de Lille. Elle a aussi travaillé sur la centrale aux 220 000 panneaux photovoltaïque d'Athies-Samoussy, dans l'Aisne, pour y effectuer des contrôles techniques et vérifier les installations.

VILOGIA CHERCHE UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE

VILLENEUVE-D'ASCQ. Confronté aux problèmes de financement structurel du secteur, le bailleur social réclame plus de libertés de la part de l'Etat.

« Nous n'avons plus de modèle économique ! » Pour Jean-Pierre Guillon, le président du conseil de surveillance de Villogia, l'heure est grave. Le bailleur social se trouve pris dans une crise qui a des répercussions sur son activité, mais aussi sur la construction. Les rotations dans le parc se figent. Habituellement, un quart des attributions s'opère dans le neuf. « Or, s'il n'y a plus de construction, il n'y a rien à attribuer. » Et les perspectives sont peu reluisantes avec un BTP frappé de plein fouet par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt.

Pour gagner de la mobilité, Jean-Pierre Guillon s'appuie sur la loi Elan sur les sous-occupations, qui concernent 22% des logements gérés par Villogia. Elle permet aux bailleurs de vérifier qu'à chaque typologie de logement correspond la bonne composition de foyer. Par exemple quand le nombre d'occupants recule du fait du départ des enfants et qu'il ne reste plus que le couple. « Si votre locataire estime qu'il dispose d'un habitat à vie, on enlève de la mobilité, indique Philippe Rémignon, le président du directoire. En appliquant la loi Elan, on pourrait loger 35 à 40 000 personnes de plus. Mais la loi, c'est une chose, la sociologie une autre. Il est difficile de demander à des gens de quitter leur logement si nous ne pouvons pas leur en attribuer un nouveau. Cela dépend d'une commission sur laquelle nous n'avons aucun regard. »

RÉHABILITATIONS

Dans le même temps, la loi Climat et résilience oblige Villogia à réhabiliter son parc. Depuis 2019, le groupe a réalisé 4 850 réhabilitations dans la MEL. Un chiffre tombé à 565 en 2023 ! Il en a prévu 1 600 en 2024. A date, Villogia a quasiment éradiqué les étiquettes G de ses logements. Les E et F concernent environ 20% de ses logements. Ces réhabilitations représentent des investissements unitaires montant jusqu'à 100 k€, soit parfois davantage que la valeur du bien lui-même. Or, ces dépenses ne peuvent être répercutées



VILLOGIA EN 2023

- 530 M€ de chiffre d'affaires
- 1 1306 collaborateurs
- 84 500 logements
- 164 000 personnes logées
- 2 634 logements neufs livrés
- 1 800 logements réhabilités
- 5 000 à 6 000 attributions de logement par mois.

sur le locataire d'un HLM qui bénéficie d'un loyer réglementé. « C'est un investissement sans contrepartie, témoigne Philippe Rémignon. La seule solution pour nous, c'est de prendre sur nos fonds propres, mais ils ne sont pas extensibles à l'infini. »

« Le problème des revenus est structurel, poursuit Jean-Pierre Guillon. On pourrait demander de l'argent à l'Etat, mais il serre la vis. On le comprend. Mais alors, qu'il nous donne des libertés. » Le dirigeant voudrait de la latitude pour chercher des fonds afin de financer ses projets. Il préconise le développement des logements intermédiaires. Une meilleure maîtrise des coûts en mutualisant les ressources avec d'autres organismes HLM permettrait aussi d'abaisser la facture auprès du



BTP. L'accession à la propriété de locataires est une autre solution. « Le législateur a dit oui, mais cela a été tant réglementé que ça ne simplifie pas les choses. Tout devient tellement complexe que la meilleure solution est de ne toucher à rien... », déplore l'ancien président du Medef régional ■ Y.S.

UN SIÈGE AVEC VUE SUR STADE

Le 7 juin, Villogia prendra ses quartiers dans son tout nouveau siège, juste à côté du stade Pierre Mauroy. Il y occupera 11 300 m2, où seront regroupés les effectifs du siège actuel, de l'agence de Villeneuve-d'Ascq, de Villogia Premium (filiale accession) et de Septalia, soit plus de 600 personnes. L'investissement s'élève à 36 M€. Ce déménagement permettra de regrouper en un seul lieu des services répartis entre quatre endroits, mais aussi d'être propriétaire de locaux alors que le bailleur est actuellement locataire.

LE LOGEMENT NEUF S'EST EFFONDRE EN 2023 DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

« **D**ébut 2023, on prévoyait une année difficile. » Les chiffres du logement neuf régional ont conforté les inquiétudes de Jean-Michel Sede, le président du Centre d'Etudes de la Conjoncture Immobilière (Cecim) Nord, et de l'ensemble de la profession. L'activité a clôturé 2023 avec un volume des réservations en chute de 34%, toutes productions confondues. Pour les seules ventes au détail, c'est l'hécatombe. En un an, les réservations ont dégringolé de 53% et les mises en vente de 29%. Par effet levier, l'offre disponible dans les Hauts-de-France a grimpé de 27%. « Les principales caractéristiques de notre marché n'ont pas évolué favorablement : des coûts de matériaux en hausse, un foncier "rare et cher" et des taux d'intérêt maintenus à des niveaux considérés comme trop élevés pour nos acquéreurs », regrette Jean-Michel Sede.

LILLE PERD UNE PLACE

Sur le SCOT de Lille (communes de la MEL et de la Communauté de communes Pévèle-Carembault), les mises en vente de logements collectifs et individuels groupés ont reculé de 30% l'an dernier, les réservations nettes de 55%, tandis que l'offre disponible est en hausse de 25%. Le périmètre représente 51% du marché des Hauts-de-France. Sur le podium des régions (hors Île-de-France), le SCOT de Lille était, en 2022, le deuxième territoire du pays en terme de volume de ventes

En raison de la crise immobilière, la région a vu les mises en vente de ses constructions chuter de près de 30%. Alors que les prix continuent, eux, de flamber. Le détail.

nettes de logements collectifs, derrière Lyon. L'an dernier, sa contre-performance l'a rétrogradé à la troisième place, derrière Lyon et le Grand Genevois.

A Amiens, le marché du logement neuf est également dans le rouge, avec des réservations qui s'effondrent de 68%. Au contraire, à Dunkerque, elles progressent de 14%, portées par la dynamique industrielle. A très court terme, le territoire aura d'importants besoins en logements afin d'accompagner la création des quelque 16 000 emplois prévus d'ici à 2030.

DES PRIX TOUJOURS EN HAUSSE

L'activité s'écroule mais les prix, eux, poursuivent leur progression. Si bien que les Hauts-de-France ont dépassé la barre des 4 000€ TTC du m² en moyenne (4 044€). C'est +27,5% sur les dix dernières années et +14% depuis 2020.

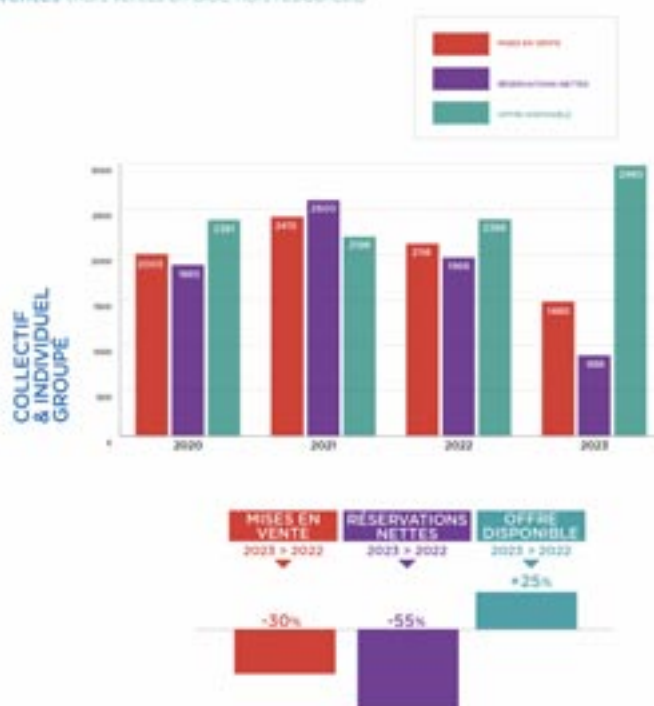
Le SCOT de Lille affiche un prix moyen au m² également au-dessus des 4 000€ (4 208€), et ce pour la deuxième année consécutive. Pour autant, « le SCOT de Lille ne figure pas parmi les territoires français les plus chers, c'est Grand Anancy qui domine le classement avec un prix moyen au m² supérieur à 6 000€ », indique le Cecim Nord dans son observatoire. Sur les 10 premiers territoires régionaux, le SCOT de Lille occupe la 7^e place.

A quoi s'attendre en 2024 ? « Une éventuelle révision des taux d'emprunt en juin pourrait mettre un peu d'huile dans la machine immobilière et faciliter la reprise », répond Jean-Michel Sede. Le président du Cecim Nord dit observer « un frémissement et quelques signes positifs » en ce début d'année. Verdict dans quelques mois ■

Julie Kiavué

SCOT DE LILLE

État des ventes (hors ventes en bloc, hors résidences)



ENEDIS SE MET EN ORDRE DE MARCHÉ POUR ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

RÉGION. Le distributeur public d'électricité prévoit un rythme d'investissement de 300 M€ par an. Parmi les enjeux forts du moment, le développement des énergies renouvelables et celui des bornes de recharges électriques.

« Depuis des années, nous travaillons sur la transition énergétique. Aujourd'hui, elle est là, et Enedis en est un acteur clef. » C'est qu'affirme Jean-Louis Genty, le directeur régional Nord-Pas-de-Calais, au moment de dresser le bilan de l'année 2023 de l'opérateur et de présenter les enjeux pour 2024. L'an dernier, Enedis a décidé d'aller plus loin que sa vocation de service public, en devenant une « entreprise à mission », telle que définie par la loi Pacte. « On veut porter plus d'intérêt à l'impact de nos activités, explique Véronique Pauly, la directrice régionale Picardie. Ce n'est pas un slogan publicitaire, mais des engagements pour agir concrètement et qui seront vérifiés par un audit externe. »

L'entreprise publique, chargée de distribuer l'électricité, remarque que la production d'électricité ne dépend plus uniquement des grands opérateurs de l'amont, à l'instar des centrales. Désormais, elle est aussi assurée par l'aval (c'est-à-dire les usagers), grâce aux éoliennes, aux panneaux solaires et photovoltaïques, ou encore à la méthanisation.

La région dénombre désormais 41 421 producteurs d'énergies renouvelables (30 776 dans le Nord-Pas-de-Calais, 10 645 en Picardie). En 2023, Enedis a raccordé 461 MW d'énergie renouvelable solaire et 5 034 MW d'énergie renouvelable éolienne (à titre de comparaison, une centrale nucléaire permet de produire annuellement 1 000 MW). Pour cela, deux nouveaux postes sources ont été créés, un dans le Nord-Pas-de-Calais (Bevillers) et un autre en Picardie (Cocquereil). Chaque poste source, d'une surface d'environ un



La production électrique est de plus en plus assurée par les usagers.

hectare, nécessite un investissement de 15 à 20 M€.

300 M€ D'INVESTISSEMENTS PAR AN

Pour construire et moderniser le réseau de raccordement, il faut investir massivement. Au niveau national, Enedis a prévu une enveloppe de 96 Mds€ pour la période 2020-2040, dont 53 Mds€ dévolus à la seule transition écologique. Dans les Hauts-de-France, 300 M€ sont prévus chaque année, dont 21% pour les énergies renouvelables.

La transition énergétique, c'est aussi le

ENEDIS EN RÉGION EN 2023

3,2 millions de clients
2 485 salariés (dont 800 en Picardie)
171 recrutements
275 M€ investis (dont 100 M€ en Picardie)
9 725 points de charges publics
87 800 km de réseaux électriques

raccordement de près de 10 000 bornes électriques pour recharger les voitures. Fin 2023, le parc d'automobiles électriques et hybrides rechargeables de la région atteignait 130 000 véhicules, en progression de 44% en un an. En 2035, quand les moteurs thermiques seront interdits, le pays devrait compter 17 Millions de véhicules électriques.

« Enedis va donc devoir mailler le territoire en points de charges publics, détaille Jean-Lorain Genty. A terme, il faudra qu'il y ait une borne de recharge sur chaque place de parking. » « C'est un véritable défi industriel, remarque Véronique Pauly. On est à la deuxième électrification de la France. En 1946, il fallait tout reconstruire. Aujourd'hui, il faut développer les énergies renouvelables et assurer la transition énergétique. » Ce qui aura un impact gigantesque sur l'activité d'Enedis, chargé des raccordements ■ Y.S.

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, acteurs de la recherche, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

OCCUPATION DES SOLS : COMMENT ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE ?

Cycle de l'eau, production d'énergie et de biomasse, stockage de carbone... Comment la région Hauts-de-France peut-elle atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 ? C'est une question à laquelle l'ADEME, en partenariat avec la Région et la CCIR, tente d'apporter des éléments de réponses dans sa dernière étude prospective. « *Les Hauts-de-France en 2050 : Modes d'occupation des sols et emplois* » s'appuie sur le rapport national « Transition(s) 2050 » et dévoile quatre scénarios. Soit autant de trajectoires possibles s'offrant à la région et à ses acteurs pour tendre vers un territoire plus durable. Avec dans le viseur une meilleure occupation, une meilleure gestion et un meilleur usage de nos sols, sur fond de changement climatique et de Zéro artificialisation nette (ZAN). L'étude de l'ADEME vise à « *aider les décideurs à prendre des décisions, à faire des choix éclairés sur leur stratégie d'aménagement des territoires* »,

explique Iman Bahmani-Piaseczny (iman.bahmani@ademe.fr), coordinatrice du pôle Recherche Développement et Innovations de l'ADEME Hauts-de-France.

Selon elle, il est essentiel d'opérer en région une sobriété énergétique-matière-foncière, sans quoi il serait impossible (voire difficile) d'atteindre la neutralité carbone. « *Pour atteindre la neutralité carbone, les sobriétés, notamment foncière, sont cruciales et un des leviers les plus rapides et efficaces à mettre en oeuvre.* » Sans oublier l'impact significatif que cette transition écologique et les choix stratégiques à venir auront sur l'évolution des secteurs - transport, BTP, industrie ou encore agricole - et les emplois.

LES BONS OUTILS, LES BONS CHOIX

Les atouts de notre région sont indéniables avec ses terres agricoles, ses forêts ou encore son gisement de plusieurs milliers d'hectares de friches. Ces der-

« Les Hauts-de-France en 2050 : Modes d'occupation des sols et emplois »



nières « *ne doivent plus être vues comme un handicap mais plutôt comme des opportunités contre l'étalement urbain* », alerte Emmanuel Teys (emmanuel.teys@ademe.fr), animateur territorial de l'ADEME Hauts-de-France. Comment parvenir à cette fameuse sobriété énergétique-matière-foncière ? Il faut éviter toute artificialisation inutile ou au moins la réduire à son maximum. Pour aiguiller les acteurs locaux en charge de l'aménagement du territoire, il existe les plans et schémas qui orientent la réflexion et les choix à prendre : le SRADDET, les schémas de cohérence territoriale (SCoT) et les plans locaux d'urbanisme communal (PLU) ou intercommunal (PLUi). De son côté, l'ADEME propose des outils complémentaires pour aider à la réalisation des projets. « *Financiers comme le Fonds friches désormais intégré au Fonds vert et le Fonds sol, mais aussi méthodologiques comme les diverses publications en ligne de guides et travaux de recherches entre autres* », détaille Emmanuel Teys ■ <https://bibliothèque.ademe.fr/>

EN BREF

De l'industrie au logement

Voilà un bel exemple de friche en cours de reconversion. Au cœur de Creil, dans l'Oise, après des années consacrées aux études environnementales (débütées en 1991) et à la définition d'un projet d'aménagement, l'ancienne friche industrielle de 6 ha La Vieille Montagne accueillera d'ici peu la ZAC Ec-Eau Port Fluvial. Un programme mixte de plus de 300 logements et une résidence intergénérationnelle organisés autour d'un port de plaisance de 60 anneaux.

Pour en savoir plus sur nos aides en faveur de la reconversion des friches



UNE USINE DE CHAUX BAS CARBONE S'IMPLANTE À GRAVELINES

GRAVELINES. AMELI Green Lime Solutions, une coentreprise entre ArcelorMittal et SigmaRoc, va investir 120 M€ dans une unité de production de chaux à basse empreinte carbone.

Les implantations industrielles se poursuivent à jet continu sur le littoral dunkerquois. Cette fois, il s'agit de la création d'une usine de chaux à empreinte carbone réduite, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt lancé par le Grand port Maritime de Dunkerque. La chaux est utilisée dans la sidérurgie pour purifier l'acier en fusion en se fixant sur le phosphore, la sulfure et la silice pendant la phase de conversion. Ces produits sont éliminés dans ce qu'on appelle le laitier. ArcelorMittal, engagé dans un processus de décarbonation en profondeur, soutient ce projet dont il est actionnaire à égalité avec SigmaRoc (parmi les leaders mondiaux de la chaux), et dont il sera le

premier client (à 60%). Les autres secteurs consommateurs de chaux sont notamment l'agriculture, la construction, l'industrie papetière, le traitement des eaux, mais aussi... le recyclage des batteries appelé à se développer dans le Dunkerquois et la région. Baptisée AMELI Green Lime Solutions, l'unité va s'implanter sur un site de 13 ha, adjacent à Aluminium Dunkerque, sans compter 4 ha de voies ferrées. Quatre fours seront implantés pour produire de la chaux par cuisson (à plus de 1 000 °), de la pierre de chaux, avec les procédés les plus modernes : leur taux de rendement est annoncé à 95%. L'unité, dont l'investissement est évalué à plus de 100 M€, est calibrée pour produire pas moins de 880 000 tonnes de chaux par an. L'usine sera également vertueuse en matière énergétique par l'utilisation de biomasse issue de bois ou de produits végétaux dans un second temps, qui mobilisera un inves-



tissement spécifique de 20 M€. À terme, l'industriel ajoutera une unité de captation de tout le CO₂ dégagé pendant le processus industriel, avant de l'acheminer dans l'infrastructure de transport de CO₂ prévu par GRTgaz. AMELI doit engager les travaux courant 2025 pour une entrée en production un an plus tard. L'usine emploiera 40 salariés en direct (majoritairement des opérateurs postés), et devrait en générer autant, dans les activités logistiques et portuaires notamment ■ **O.D.**

ROQUETTE OPÈRE UNE CROISSANCE MAJEURE EN PHARMACIE

LESTREM. Moins de six mois après avoir finalisé le rachat du japonais Qualicaps, le groupe nordiste va acquérir le fabricant américain d'excipients IFF Pharma Solutions. Une opération à près de 2,9 Mds€.

C'est au premier semestre 2025 que l'acquisition devrait être finalisée, après avoir passé le cap des approbations des autorités de la concurrence. Le groupe familial Roquette, spécialiste mondial des ingrédients d'origine végétale et des excipients pharmaceutiques, annonce avoir signé un accord portant sur l'acquisition de l'américain IFF Pharma Solutions. Basé à New York, ce dernier est un fabricant d'excipients pour médicaments par voie orale, qui réalise un volume de vente d'un milliard de dollars, compte 10 sites de production ou de recherche-développement dans le monde, et emploie 1 100 salariés. Il s'agit d'une division du groupe IFF, coté en bourse (d'où une transparence financière inédite chez Roquette). Ce rachat, pour 2,85 Mds\$ en valeur

d'entreprise, sur le premier marché mondial de la santé, est particulièrement stratégique pour Roquette. Le groupe né en 1933 d'une amidonnerie renforce ainsi de façon considérable son tropisme vers l'univers pharmaceutique. Une opération majeure avait déjà été finalisée en octobre dernier avec l'acquisition du japonais Qualicaps, filiale de Mitsubishi Chemical, une activité employant 1 400 salariés. Le Nippon est spécialiste quant à lui des gélules pharmaceutiques. Cette double acquisition très rapprochée montre qu'un géant de plus de 90 ans, de 5 Mds€ de chiffre d'affaires et 10 000 salariés, sait rester très agile et rapide. Elle permet de rééquilibrer très fortement l'activité du groupe entre nutrition et

santé, et positionne Roquette comme un partenaire majeur pour l'industrie pharmaceutique. « La combinaison de notre expertise en excipients avec celle de IFF Pharma Solutions est une opportunité exceptionnelle pour Roquette de devenir un véritable spécialiste à l'échelle mondiale dans les solutions pour l'administration de médicaments », a commenté Pierre Courdouroux, le directeur général de Roquette ■ **O.D.**



VALDUNES SAUVÉE, NON SANS QUESTIONS

TRITH-SAINT-LÉGER, LEFFRINCOUCKE.

La reprise par Europlasma, qui s'accompagne d'une mobilisation de 35 M€, permet de sauver 175 emplois sur 310.

Le tribunal de commerce de Lille Métropole a acté le 20 mars la reprise de Valdunes, dernier fabricant français d'essieux et de roues ferroviaires, par la société Europlasma. Ce groupe français, spécialiste de la valorisation des déchets, était le seul candidat à la reprise. Valdunes, qui compte deux usines à Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, et à Leffrincoucke près de Dunkerque, avait été placée en redressement judiciaire en novembre dernier suite au désengagement six mois plus tôt de son actionnaire chinois MA Steel. Or il s'agit d'un acteur stratégique dans la filière ferroviaire, employant jusque là 310 personnes sur ses deux sites, pour lequel les pouvoirs publics se sont véritablement battus, Emmanuel Macron s'étant engagé lui-même pour défendre une entreprise jugée

importante en terme de souveraineté industrielle. L'État apporte du reste au repreneur des moyens très importants qu'Europlasma n'avait pas la capacité de déployer. L'industriel affiche même un profil qui l'aurait en temps normal écarté d'un projet de reprise, avec une surface financière modeste, et des pertes récurrentes qui lui avaient valu un redressement judiciaire en 2019. Europlasma affiche aujourd'hui un chiffre d'affaires de 14,5 M€ quand Valdunes est presque cinq fois plus gros (68 M€). Une des entreprises reprise en 2021 par Europlasma, les Forges de Tarbes, a affiché du retard dans le plan d'investissement promis et aurait eu des difficultés de trésorerie, rapporte La Tribune.

Pour autant, les moyens apportés par l'Etat et les collectivités (20 M€) au côté du groupe lui-même (15 M€) d'une part et l'expertise technique d'Europlasma de l'autre dans le traitement des métaux (le groupe intervient par exemple pour les canons



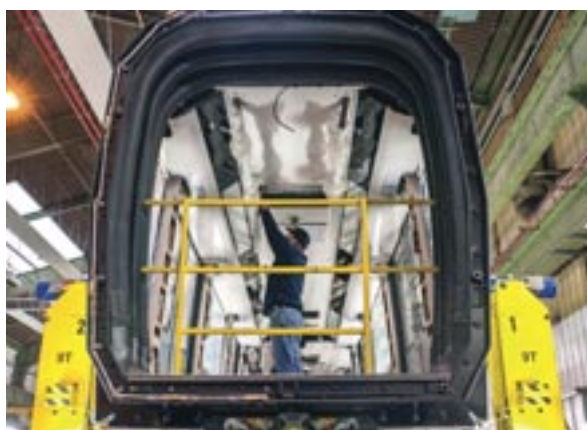
Caesar) ont achevé de convaincre le tribunal de lui confier les clés. Europlasma maîtrise notamment la technologie de torche au plasma et estime pouvoir basculer la production de Valdunes vers des « roues vertes » à partir d'acier vert et d'énergie verte. Un plan d'investissement de 30 M€ va pouvoir être engagé rapidement. Néanmoins, 131 salariés restent sur le carreau même si le ministre de l'Industrie a promis de se battre jusqu'au bout pour que chacun ait une offre de reclassement ou de formation ■

Olivier Ducuing

ALSTOM DÉCROCHE UNE COMMANDE À 800 M€ DE LA RATP

HAINAUT. Le spécialiste de la mobilité sécurise ainsi ses sites de production à Crespin et Valenciennes-Petite Forêt.

Une commande à 800 M€. Alstom fournira à la RATP, pour le compte d'Ile-de-France Mobilités, 103 rames supplémentaires MF19, le métro nouvelle génération. Elles seront déployées sur les lignes 8, 12 et 13 du réseau parisien entre 2027 et 2029. Cette commande s'inscrit dans le contexte du contrat-cadre signé en décembre 2019 entre le constructeur et l'opérateur de transport transilien. Un premier lot de 44 rames avait été alors commandé pour 530 M€, et une mise en service prévue en 2025. Le contrat-prévoyait la livraison maximale de 410 rames optionnelles, soit



un montant potentiel de 2,9 Mds€. Ces nouvelles rames disposeront toutes d'une cabine de conduite. Totalement réversibles, elles seront adaptables aux besoins et aux évolutions du réseau car elles pourront être converties en cabines automatiques en cas d'automatisation des

lignes. Pourvues de LED, de sièges ergonomiques ou de prises USB, les MF19 s'inscrivent dans une démarche d'éco-conception, avec 20% de matériaux recyclés pour la production, et une revalorisation en fin de vie à hauteur de 98%. Elles consomment 20% en moins que les rames actuellement en service, grâce notamment à un freinage 100% électrique. Au total, 8 des 16 sites d'Alstom en France participent à ce projet, soit 2 300 collaborateurs, dont 700 ingénieurs. Les sites de Valenciennes-Petite Forêt et de Crespin (1 800 salariés chacun) profitent de la majorité de cette commande. Ils sont en charge des études, de la conception, de l'assemblage des rames, des tests/validations et de l'homologation. Alstom indique que la production a déjà démarré dans les Hauts-de-France. Une première rame a été assemblée et va très bientôt entrer en phase d'essais ■ Y.S.

CBA MEUBLES (EX-DEMEYÈRE) RETROUVE UNE DYNAMIQUE VERTUEUSE

PÉRENCHIES. Il aura fallu près de deux ans au reprenneur des meubles Demeyère pour se remettre d'équerre. Design, collections, offensive commerciale, outil industriel, le fabricant de meubles a désormais le pied à l'étrier d'une nouvelle dynamique.

Après avoir failli fermer ses portes, l'heure est à la renaissance pour les anciens meubles Demeyère. L'entreprise centenaire (1909) retrouve aujourd'hui des couleurs, 22 mois après sa reprise devant le tribunal de commerce par le groupe marocain Safari. Devenu CBA Meubles, allégé de plus de 220 salariés, le groupe a d'abord dû faire face à des dépenses inattendues pour remettre ses sites nordistes en conformité réglementaire. Soit quand même une facture de 10 M€, rapporte Emmanuelle Gautier, la nouvelle directrice générale. Le portefeuille de produits a été



totalelement renouvelé, et il est aujourd'hui présenté dans un superbe showroom au cœur du siège de Pérenchies. « C'est près de deux ans de travail, avec 192 produits sortis en un an », se réjouit Franck Furon, directeur commercial, soulignant ici un mobilier conçu pour les gamers, là pour les très jeunes enfants, ici encore pour l'univers tertiaire. Un directeur artistique a du reste été embauché pour porter cette quête de tendance. Le résultat est spectaculaire. « On n'était plus positionnés que sur le kit dressing, analyse crûment Emmanuelle Gautier. Fin 2023, on a finalisé la collection complète ». Collection qui a été présentée mi-janvier au grand rendez-vous européen de l'aménagement intérieur, le salon Imm Cologne. « Cela a été un succès phénoménal », raconte Franck Furon, le directeur commercial. Les clients se sont bousculés, tel ce dis-

LE FABRICANT A ENREGISTRÉ
UN SUCCÈS CONSIDÉRABLE
AU SALON IMM COLOGNE
EN JANVIER

tributeur pour le Koweït, convaincu par la gamme puériculture. L'entreprise exportait dans 27 pays jusque-là, le chiffre passe à 50 dès 2024, parmi lesquels le Koweït, le Mexique ou la Serbie. CBA Meubles s'enorgueillit notamment d'avoir renoué avec un ancien partenaire de Demeyère, ORCA, pour 14 pays d'Afrique. Les ventes internationales devraient ainsi passer de 16 M€ en 2023 à au moins 25 M€ cette année. En parallèle, l'entreprise entend diversifier ses canaux de distribution, en poussant notamment le curseur du e-commerce, considéré comme un levier de croissance rapide.

27 MILLIONS EUROS D'INVESTISSEMENT

Il reste encore à améliorer la performance industrielle. La nouvelle équipe souligne combien les difficultés antérieures se sont traduites par un gel des investissements, y compris de maintenance. Résultat : un outil présenté comme largement obsolète et tombant souvent en panne. CBA Meubles annonce aujourd'hui un programme de 27 M€ d'investissement pour moderniser son parc industriel, à la fois dans la métropole lilloise et dans l'autre site industriel, à Nersac (Charente). L'atelier du Vietnam n'est pas concerné. De quoi fluidifier les changements de série, automatiser l'emballage, s'autoriser des formes, des matières nouvelles et gagner en productivité partout. Avec en perspective de redevenir un leader européen du secteur. En 2024, CBA Meubles devrait réaliser 90 M€ de ventes, en progression de 20%, selon le carnet de commandes, avec ses 500 salariés, anticipe la directrice générale

O.D.



INODESIGN GROUP SE RENFORCE AVEC FINORPA ET IRD INVEST

WASQUEHAL. Le spécialiste des cartes électroniques vient de finaliser une levée de fonds de 3 M€. Objectif : décupler ses capacités de production à court terme.

Inodesign Group se donne les moyens de grandir vite. L'entreprise de Wasquehal, fondée par Mickaël Coronado en 2012, vient de boucler une levée de fonds de 3 M€ auprès d'IRD Invest et de Finorpa. IRD Invest avait déjà accompagné l'entreprise une première fois en 2017 via Nord Création, avant de revendre ses parts au fondateur. L'investisseur revient cette fois à travers Nord Croissance, dans une opération croisée et paritaire avec Finorpa. Inodesign est spécialisée dans la conception et la production de cartes électroniques et de cordons électriques, pour les secteurs de l'industrie et du numérique, avec comme premier client historique OVH Group. Elle emploie aujourd'hui 70 per-

sonnes pour un chiffre d'affaires de 8 M€.

Inodesign Group a déjà multiplié par deux en deux ans ses capacités de production (avec désormais 3 lignes de production), mais entend les décupler à court terme. Une ambition liée à la volonté de conquête de nouveaux marchés tels l'intelligence artificielle, les green techs ou encore les technologies liées au véhicule électrique.

L'entreprise est déjà présente modestement sur ces segments mais veut changer de braquet. Elle doit investir d'ici la fin de l'année dans une nouvelle ligne de très haute vitesse, qui devrait être la plus moderne de Hauts-de-France.

Aujourd'hui très saturée sur son site, Elle pourrait aussi s'offrir rapidement de nouveaux locaux

plus grands pour assumer sa forte expansion. Selon la direction, Inodesign devrait investir *a minima* 10 M€ pour tenir ses objectifs. Outre ses nouveaux fonds propres, la société espère aussi pouvoir compter sur le programme France 2030 au titre duquel plusieurs dossiers sont en cours d'instruction. Mais elle n'exclut pas non plus en parallèle une autre levée de fonds rapide ■ **O.D.**



Depuis 20 ans, Nord Pal Plast trie et broie en paillettes des bouteilles en plastique usagées dans son usine de Lesquin. Jusqu'à son rachat en 2019 par le groupe italien Dentis, l'entreprise installée sur l'ancien site Selnor recyclait 4 000 tonnes de matière par an. Entre 2020 et 2022, son nouveau propriétaire a injecté 18 M€ pour installer une nouvelle chaîne de recyclage dotée de quatre machines de

NORD PAL PLAST EMBARQUE L'IA POUR AFFINER LE RECYCLAGE DE BOUTEILLES PLASTIQUES

LESQUIN. En investissant dans l'innovation, l'entreprise a décuplé sa capacité de recyclage de bouteilles. Prochaine étape : doubler de taille à cinq ans avec 50 M€ d'investissements *a minima*.

tri optique conçues par le norvégien Tomra. Deux de ces machines embarquent une intelligence artificielle permettant d'accélérer et d'affiner le tri des bouteilles, mais aussi d'en traiter de nouvelles comme celles de lait. En bout de chaîne en sort un plastique plus épuré grâce à une quantité de particules indésirables divisée par trois.

La capacité de l'usine nordiste a été multipliée par presque 10. L'an dernier, elle avait permis de recycler 39 500 tonnes de bouteilles. Un volume que Nord Pal Plast souhaite maintenir cette année avec ses 52 salariés. L'entreprise réceptionne des bouteilles usagées sorties des cen-

tres de tri des Hauts-de-France, de Belgique et de Grande-Bretagne. En fin de traitement, ses paillettes de plastiques sont envoyées vers les industriels fabricants de bouteilles. A l'instar du groupe Alma, le propriétaire entre autres de la marque d'eau Cristaline, qui détient plusieurs usines en région. Dont une à proximité de Nord Pal Plast, dédiée à la transformation des paillettes de plastique en granulés permettant la fabrication de nouvelles bouteilles d'eau. Cette unité est reliée à Nord Pal Plast par un tuyau dans lequel transitent 900 à 1 000 tonnes de paillettes chaque mois. L'italien Dentis nourrit de hautes ambitions pour Nord Pal Plast. Il s'interroge sur l'opportunité de réaliser des investissements colossaux à horizon cinq ans. Une enveloppe de 50 à 80 M€ permettrait de doubler les installations actuelles. Avec dans le viseur, les 100 000 tonnes de bouteilles traitées à l'année et de nouveaux débouchés ■ **J.K.**

ORTHOWAY S'ALARME POUR L'AVENIR DES ORTHOPROTHÉSISTES

CAMBRAI. Le groupe d'orthoprothésistes se joint à un appel de la profession aux pouvoirs publics pour réclamer une augmentation des tarifs nécessaire à la survie de ces spécialistes.

C'est toute une profession menacée. Depuis 2017, les orthoprothésistes font face à un gel de leurs tarifs par l'Etat qui, selon eux, compromet leur activité et la santé des 850 000 personnes appareillées en France. Comme l'explique Jean-François Cantero, le président de l'UFOP (Union Française des Orthoprothésistes), « *fournir des appareillages coûte de plus en plus cher en raison de la hausse du coût des composants, de la flambée du prix des matières premières, des charges et des carburants. Certains appareillages sont vendus à perte. Des praticiens se retrouvent dans une telle situation qu'ils pourraient fermer leurs établissements à la fin de l'année.* »

Orthoway, le quatrième groupe français d'orthoprothésistes est confronté à la même quadrature du cercle. L'entreprise est née en 2017 du rapprochement entre Cellier Orthopédie et le breton Orthofiga. Cellier Orthopédie avait été fondée par le père de l'actuel PDG, Bruno Cellier, en 1962 à Cambrai, où se trouve toujours le siège. En 2021, Orthoway est passé dans l'escarcelle de l'islandais Össur, le numéro 1 mondial des appareils orthopédiques (400 M€ de CA, 4 000 employés). L'entreprise fabrique des produits (corssets, minerves, prothèses, orthèses...) pour des patients souffrant de pathologies très variées. Orthoway possède 12 pôles de fabrication en région, ainsi que 12 cliniques d'orthopédie. Pour l'entreprise, s'impliquer dans cette campagne nationale, qui exige une revalorisation d'au moins 10% des tarifs conventionnés, est une nécessité. Même si son propre chiffre d'affaires est passé de 32 M€ à 40 M€ entre 2020 et 2023, son résultat net a en revanche

été divisé par deux ces deux dernières années.

100 POSTES NON POURVUS

Ses appareillages sont produits localement parce que, comme l'explique Florian Ferrando, le directeur d'Orthoway pour la région Nord, « *nous devons être tout près de nos patients* ». Il pointe des difficultés à attirer des jeunes dans un métier où « *on ne peut pas compter son temps* ». « *Aujourd'hui, nous avons 100 postes à pourvoir, mais la rémunération constitue un frein. Or, c'est un métier qui a de l'avenir. Il est de plus en plus tech-*



ORTHOWAY EN BREF

Siège : Cambrai

Effectifs : 313

dont 98 en région

80 orthoprothésistes,

dont 31 en région

32 000 patients accompagnés

en 2023, dont 7 700 en région

CA 2023 : 40 M€

Les professionnels viennent de lancer une campagne pour alerter les pouvoirs publics sur leur équilibre économique en danger

nique, nécessite de la 3D, de l'intelligence artificielle, de l'électronique. » « *Il est urgent que les professionnels de la santé augmentent leurs tarifs pour maintenir l'activité et assurer l'avenir de la profession*, poursuit-il. Les orthoprothésistes n'ont pas le droit à des dépassements d'honoraires, mais ils ne peuvent pas non plus refuser des patients. » Une hausse de 10% des tarifs conventionnés représenterait un bonus national de 32 M€, car les remboursements sont plafonnés à 320 M€. La profession entend profiter de l'imminence des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, qui vont mettre des athlètes appareillés sous les projecteurs, pour lancer une campagne de communication et peser sur les pouvoirs publics ■ **Y.S.**

PORTAIL CHANGE

GÉREZ VOS OPÉRATIONS DE CHANGE



EN TOUTE AUTONOMIE.

Avec le Portail Change, exécutez en ligne vos opérations de change en toute autonomie et accédez à de nombreuses informations marchés.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



NORD DE FRANCE
ENTREPRISES

Le Portail Change est une offre proposée par les Caisses régionales de Crédit Agricole et réservée aux personnes agissant à des fins professionnelles. Il nécessite un abonnement au service Crédit Agricole En Ligne. Offre soumise à condition et à tarification ; renseignez-vous auprès de votre Caisse régionale.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr). Crédit photo : Getty Images. ND : 2411C02

GROUPE POSITIVE SE RÉORGANISE APRÈS SA POUSSÉE DE CROISSANCE

HEM. Le propriétaire de Sarbacane a réalisé cinq opérations de croissance externe en 2023. Ce qui le pousse aujourd'hui à se structurer pour activer les synergies. Sans renoncer à de nouvelles acquisitions.

Il faut digérer. Le spécialiste du marketing digital Groupe Positive a été boulimique l'an dernier, avec pas moins de cinq acquisitions. Il a mis la main sur l'italien 4Dem, le lyonnais Signitic, le spécialiste français des logiciels de prospection noCRM.io (4 M€ de CA), ainsi que sur la plateforme polonaise User.com. Enfin, en décembre 2023, il a racheté la société allemande MailingWork (4 M€ de CA). En un an, les effectifs ont doublé, passant de 150 à 300 salariés. Le chiffre d'affaires s'est envolé de 60% en 2023 pour atteindre 44 M€ (contre 20 M€ en 2020 et 27 M€ en 2022). « On a un rythme de croissance de start up, alors qu'on est une scale up », se félicite Mathieu Tarnus, le dirigeant et cofondateur du groupe qui a pris le nom de Positive en 2022 avant une première vie sous le nom de Sarbacane. Le groupe vise les 50 M€ de chiffre d'affaires fin 2024, dont 6 M€ en croissance organique. « L'idéal serait d'atteindre 60 M€ en allant chercher 10 M€ de croissance externe ». Avec l'objectif 100 M€ en 2026. Des ambitions notamment permises par l'entrée au capital des fonds Idi en 2020 et EM2 en 2022.

50% À L'INTERNATIONAL

Car les emplettes vont se poursuivre. « On ne peut pas rester sans faire d'opérations cette année. On a redéfini notre feuille de route. On veut aller chercher des entreprises de plus grande taille, mais surtout des étrangères. On regarde l'Espagne, le Portugal, le Royaume-Uni et les pays nordiques. » En France, le groupe vise la diversification car il est l'un des leaders sur son cœur de métier, les emails marketing. « On pourrait aller vers des territoires où l'on n'est pas du tout. » Aujourd'hui, Groupe Positive réalise 50% de ses activités à l'international (avec



« QUAND ON EST À LA TÊTE DE 300 PERSONNES, DONT DES ÉTRANGERS, IL Y A UNE NÉCESSITÉ DE STRUCTURATION. »
MATHIEU TARNUS



une part de 30-35% en Allemagne). C'est en 2010 qu'il a commencé à lorgner hors de ses frontières. « Mais c'était déjà trop tard, se souvient le dirigeant. Il aurait fallu investir beaucoup d'argent pour s'y développer. Mieux valait procéder à des rachats. » Cette fièvre acheteuse a aussi des conséquences sur l'organisation du groupe construit autour de Sarbacane (20 M€ de CA). « On a longtemps pensé que les synergies se feraient naturellement, mais il faut les driver, concède Mathieu Tarnus. On n'a pas envie que Positive soit une holding, mais dans les faits, on en est une. On a commencé dans une logique financière, on voudrait maintenant mettre de l'opérationnel pour créer des solu-

tions ensemble et des produits communs. »

Pour cela, des directeurs de groupe, qui travaillent avec toutes les sociétés de la galaxie Positive, ont été nommés il y a peu : un CTO, un responsable grands comptes et un chief revenue officer. Un directeur technique, un directeur marketing et un DRH groupe sont encore attendus. Le Comex sera réorganisé autour de dix personnes. Structure qui sera complétée par un comité de direction groupe de vingt personnes, composé des dix du Comex et des directeurs étrangers. « Quand on est à la tête de 300 personnes, dont des étrangers, et potentiellement 400 à la fin de l'année, il y a une nécessité de structuration. » Qui pourrait passer par un rassemblement des entreprises sous une seule et même marque ■ **Y.S.**

OKAÏDI TAILLE DANS LE VIF

ROUBAIX. Le spécialiste de l'enfant arrête ses enseignes IDKids et Oxybyl - Eveil et Jeux, et supprime 311 postes.

Confronté à des difficultés sur ses marchés (habillement bébé et enfant, jeux et puériculture), Okaïdi se réorganise. Le spécialiste de l'univers de l'enfant, basé à Roubaix, va désormais concentrer ses forces sur la seule marque Okaïdi. Son offre multi-catégories passera sous l'unique enseigne Okaïdi+ au lieu de trois aujourd'hui (Okaïdi, IDKids et Oxybul - Eveil et jeux). Le groupe estime n'avoir plus le temps ni les moyens de faire émerger une nouvelle marque et préfère s'appuyer sur sa marque étendard, qui bénéficie d'une forte notoriété. Il pense que cela lui permettra de mieux s'affirmer dans un marché dominé par des acteurs low cost et les enseignes multi-catégories. Cette réorganisation entraînera la suppression de 58 postes dans les fonctions supports du siège, de 145

dans les réseaux Oxybul et Idkids, et de 108 dans le réseau Okaïdi. Soit un total de 311 postes sur les 2 253 que compte le groupe en France. En parallèle de ces suppressions de postes, une cinquantaine de postes seront ouverts dans le réseau.

Cette nouvelle stratégie passera par des transferts, des cessions et des fermetures, avec l'objectif de se concentrer sur les points de vente aux plus fortes perspectives de rentabilité à court terme. Car la direction a indiqué vouloir aller vite. Ainsi, 61 maga-



sins vont fermer. Les enseignes IDKids et Oxybul Eveil et Jeux disparaîtront progressivement au profit d'Okaïdi+. Dans le même temps, 70 magasins Okaïdi vont devenir Okaïdi+ en proposant une offre jouet et puériculture en plus du textile. En 2024, le groupe vise 88 magasins Okaïdi+, parmi lesquels 9 magasins IDKids et 9 Oxybul transformés. Aujourd'hui, Okaïdi est à la tête de 351 points de vente en France et de 943 dans le monde. En 2023, son chiffre d'affaires s'élevait à 613 M€ ■ Y.S.

Nouveau Renault Trucks Master

RENAULT TRUCKS MASTER RED EDITION

En version thermique ou 100% électrique, découvrez LE véhicule connecté adapté aux professionnels, conçu pour plus d'efficacité, de confort de conduite et de sécurité.

Découvrez notre gamme de véhicules utilitaires avec Renault Trucks Tratic et Renault Trucks Master :

ets-coquide.fr



HYGIÈNE : ENYGEA S'APPROCHE DU CAP DES 100 M€

ENCLOS. En croissance constante depuis quinze ans, le groupe d'Hervé Montagne a intégré quatre structures l'an dernier, représentant un périmètre de 20 M€.

Année olympique, année stratégique ! Certes Enygea n'est pas partenaire des Jeux Olympiques, mais le numéro un français des toilettes mobiles n'est pas insensible à la pression populaire de cet événement planétaire et aux besoins élémentaires que ces foules devront satisfaire. L'entreprise réalise déjà près de 100 M€ de chiffre d'affaires, avec 750 salariés, enrichies de 250 entrants l'an dernier. Un volume qui inclut quatre acquisitions réalisées en 2023, représentant 20 M€ de chiffre d'affaires et nouveaux 140 salariés : Toi Toi Italia, Sologne Sanit Loc, Axe Environnement et WC Plus en France. Un flux qui s'inscrit dans le droit fil des 30 acquisitions menées en quinze ans, mais la taille est cette fois très substantielle. Pour 2024, d'autres croissances externes sont encore possibles puisque Enygea dit avoir plusieurs dossiers en cours d'étude, au Canada, en Espagne, et en France.

Néanmoins, l'année sera d'abord marquée par les olympiades : bien qu'en seconde ligne seulement, le Nordiste a signé des marchés avec plusieurs collectivités comme la Ville de Paris ou d'autres pour leurs fan zones, mais aussi avec la gendarmerie, afin de lui proposer des solutions d'hygiène mobile (douches et toilettes). Cette perspective lui fait prévoir un doublement de l'activité événementielle

cette année en France, anticipe Hervé Montagne, fondateur du groupe. Ce coup de chaud attendu l'a poussé à hisser fortement le niveau d'investissements pour 2024, soit 25 M€. Il s'agit notamment (mais pas seulement) d'acquiescer un parc matériel à la hauteur des enjeux. « *On peut se le permettre car on a la confiance des banques, et nous avons les débouchés pour après, notamment à travers notre développement international* », décrit Hervé Montagne.

Enygea souhaite également densifier sa présence dans l'Hexagone, où elle compte déjà 51 sites mais avec l'ambition de « *s'imposer comme l'acteur majeur en chantier et en événementiel* » en PACA, d'implantation récente.

44 CADRES PRÉSENTS AU CAPITAL

Le groupe pousse les feux sur l'événementiel, qui pèse déjà 35% de son activité, pour « dérisquer » un modèle où la construction est encore dominante. La diversification passera notamment par l'univers des collectivités, dont l'offre est insuffisante par exemple pour équiper les parcs et

jardins, les marchés ou encore les lieux de culte. Il enrichit sa gamme pour ce faire, avec 10 innovations sorties par sa filiale Swittec, dont une gamme « City », sobre en eau, capable de valoriser les effluents.

Le groupe a d'ailleurs lancé un travail de fond pour intégrer la RSE parmi ses priorités, en se dotant par exemple d'un comité d'impact. Enygea a mis en œuvre un grand nombre d'initiatives, depuis les toilettes pensées pour les publics en situation de handicap jusqu'à la sobriété en eau en passant par la potabilisation de l'eau sur les chantiers ou le verdissement du parc de véhicules. Déjà 10% de la flotte de véhicules roule au gaz, se félicite le dirigeant. Autre démarche RSE, une part croissante de cadres a déjà été intégrée au capital du groupe. Ils sont désormais 44 à détenir 6% des parts ■ **O.D.**





28 MAI À 18H30

MUSÉE DU LOUVRE-LENS

« Comment cristalliser une dynamique territoriale autour d'un équipement structurant ? »

ANNABELLE TÉNÈZE, DIRECTRICE DU MUSÉE DU LOUVRE-LENS

SYLVAIN ROBERT, MAIRE DE LENS ET PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE LENS-LIÉVIN

JEAN-FRANÇOIS CAMPION, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE MAISONS & CITÉS

UN REPRÉSENTANT DU CERCLE DES MÉCÈNES DU MUSÉE

UN ÉVÉNEMENT ANIMÉ PAR OLIVIER DUCUING, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION D'ECO121

Eco121 relance un cycle de tables-rondes thématiques dans les territoires de la région. Le prochain rendez-vous du Club Eco121, à Lens, en présence de grands décideurs régionaux, s'interrogera sur la capacité du territoire à cristalliser une vraie dynamique économique autour du musée du Louvre-Lens aujourd'hui, du stade Bollaert demain.

Entrée libre sur **réservation obligatoire** (places limitées) : courrier@eco-121.fr



IRD INVEST CONTINUE À SEMER POUR DEMAIN

MARCO-EN-BARŒUL. Après une année 2023 intense, le groupe de capital-investissement déploie de nouveaux outils pour accroître l'accompagnement des entreprises.

La conjoncture économique se dégrade mais IRD Invest suit son cap. Avec des ambitions assises sur de solides performances : en 2023, l'acteur régional du capital-investissement a atteint un record avec 75,2 M€ mobilisés en direct ou dans des structures sous gestion, sous le signe de la coopération tous azimuts. Soit un total de 40 opérations, avec une répartition il est vrai un peu atypique puisque l'entrée au capital du RC Lens, via Side Invest (photo), a mobilisé à elle seule 20 M€ tandis que le FE2T (fonds entrepreneurial territorial de transformation), associant Arnaud Marion, montait en puissance, sur des tickets élevés. L'outil a finalisé



7 opérations en deux ans. Doté de 80 M€, il est déjà engagé à hauteur de 59%, se réjouit Laurent Deswarte, président d'IRD Invest. De son côté, Nord Création a conduit 15 opérations (1,8 M€), tandis que Nord Croissance en concluait 6 pour un montant de 4,3 M€. Le fonds IRD Entrepreneurs, qui arrive à échéance, a pour sa part investi dans deux dossiers pour 1,1 M€. On notera aussi le maintien de l'activité de fusion-acquisition (10 opérations) et la bonne tenue de l'activité immobilière, nettement re-

centrée sur les locaux d'activité (29,2 M€ investis). Enfin, l'activité IRD Solutions poursuit son déploiement, notamment pour accompagner l'intégration des enjeux de RSE (RSE Inside, 45 missions) et dans une logique d'accélération (CoBoost, 21 entreprises accompagnées).

EFFET DE LEVIER

Pour 2024, la feuille de route d'IRD Invest est chargée. D'abord avec le lancement d'IRD Entrepreneurs 2, qui a déjà sécurisé 15 M€. L'année sera aussi marquée au deuxième trimestre par le lancement d'un outil original et ambitieux dédié aux start up industrielles, associant plusieurs grands noms de l'économie régionale, en matière grise, en mise en relations, voire en deniers, explique Thierry Dujardin, directeur général du groupe IRD : Verkor, Innovafeed, Poclain, Minafin ou encore Westlake Pastics. Un écosystème propice à propulser des start up prometteuses. Ce fonds devrait monter à 15 M€ à minima (dont 3 M€ apportés par Nord Création). Il devrait permettre de forts effets de leviers. On relèvera encore le lancement d'une nouvelle foncière, Avenir & Territoires 4, qui compte mobiliser 10 M€ pour pouvoir en investir 25 ■ **O.D.**

MALGRÉ LA CONJONCTURE, L'ECUREUIL SORT UN SOLIDE EXERCICE 2023

RÉGION. La Caisse d'Epargne Hauts de France a limité l'érosion l'an dernier, avec un niveau d'activité et un résultat toujours très solides.

Un produit net bancaire en recul limité de 3%, un résultat net de 152 M€ et des fonds propres en progrès : la Caisse d'Epargne Hauts de France publie des résultats 2023 meilleurs qu'elle ne pouvait les anticiper un an plus tôt.

« Oui nous avons subi un ralentissement économique dû à la forte hausse des taux, mais ce n'est pas la récession annoncée », decode Laurent Roubin, président du directoire. Le produit net bancaire s'est tassé de seulement 3%, à 665 M€, tandis que le coefficient d'exploitation s'est amélioré de 3,6 points, à 64,3%, avec un coût du risque très stable à 55 M€ (+0,9%). Le résultat net recule de 8% mais demeure élevé (152 M€), malgré un repli marqué de la production de crédits (-26%), à 6,7 Mds€. Le marché a



particulièrement reculé dans le secteur immobilier, mais après une année 2022 très dynamique. « C'est un ralentissement mais pas une casse », relève Laurent Roubin qui observe une meilleure tenue de la conjoncture dans la métropole lilloise et le sud de l'Oise. L'Ecureuil revendique toujours une part de marché d'un quart des crédits immobiliers dans la région. La banque poursuit par ailleurs sa stratégie de diversification dans plusieurs directions : le marché des professionnels, avec l'ambition de le dou-

bler à l'horizon 2030, le monde agricole (290 clients), le secteur de la santé, dont les mutations offrent un potentiel de développement pour la banque, notamment dans l'univers hospitalier et clinique. La Caisse d'Epargne poursuit aussi son offensive au-delà des frontières. Après dix ans de présence en Belgique, elle y réalise déjà 20 M€ de produit net bancaire et entend poursuivre dans ce pays à la dynamique plus porteuse que dans l'Hexagone.

Signe de sa bonne santé : l'antenne belge déménage dans des locaux plus grands, toujours avenue Louise à Bruxelles. Elle s'implante en parallèle aux Pays-Bas où elle sera pleinement opérationnelle à l'automne, uniquement dans le champ de l'entreprise, « un marché deux fois plus profond qu'en Belgique ». Le segment cible est entre 100 M€ et 1 Md€ de chiffre d'affaires. On notera aussi la montée en puissance de la Banque de l'Orme, créée en 2019 et dédiée aux entreprises en difficulté. Cette banque judiciaire accompagne 484 entreprises et a dégagé l'an dernier un revenu d'1 M€ ■ **O.D.**

A Tourcoing, le tiers lieu Le Cube a vocation à repenser la formation et l'apprentissage. Avec des espaces hybrides pour favoriser l'innovation et les relations.

Le Cube : passerelle entre l'entreprise et l'enseignement

Rapprocher le monde de l'entreprise et celui de l'école et de l'enseignement supérieur, au service de « la responsabilité éducative ». Telle est la devise adoptée par Le Cube, né sous l'aile de l'ensemble scolaire EIC de Tourcoing. Ouvert en pleine pandémie rue de l'Alma, ce tiers lieu pédagogique et éducatif entend casser les codes de l'apprentissage. Avec au cœur de sa stratégie : les rencontres et les échanges informels entre les élèves, les étudiants, quel que soit leur établissement, leur niveau ou leur filière, et les entreprises (de l'artisan au grand groupe) ainsi que les collectivités. « Le monde de l'éducation est sans doute celui qui doit le plus évoluer et s'ouvrir sur la société », estime Bertrand Lermytte, responsable du Cube. Ici, il ne sera pas question d'enseignement théorique. Mais plutôt d'innovation et de développement de « soft skills ». Des compétences liées au relationnel, à la créativité ou encore au leadership. « Ces compétences transversales sont de plus en plus regardées et recherchées par les employeurs, explique Bertrand Lermytte. Selon nous, elles doivent être partagées et nourries par tous les acteurs de la société ».

PALETTE D'OFFRES ET DE SERVICES

Pour favoriser les interactions informelles et l'innovation, Le Cube met à

disposition ses 5 000 m² répartis sur quatre niveaux. Au second se situe le service d'accompagnement créatif, avec notamment un studio dédié au code-sign. Le premier étage est le plateau dédié à l'expérience utilisateur. « Les entreprises qui ont une idée de projet y ont accès pour pitcher devant un panel de consommateurs cibles potentiels. L'objectif est de les accompagner à passer de l'idée à l'étape de maturation », détaille le responsable du tiers lieu. C'est aussi l'étage où les occupants du Cube peuvent bénéficier d'espaces de coworking.

Un fablab a été aménagé au rez-de-

chaussée pour maquetter, produire des prototypes et même des petites et moyennes séries. Avec tout un parc machines permettant l'impression 3D ou le travail de matériaux tel que l'acier. Enfin, au sous-sol, se trouve l'espace audiovisuel réservé à la création de communication d'un produit ou service. Les entreprises ont par exemple accès à une salle de projection, à un espace de production et même à un studio au fond vert pour le tournage de capsules vidéo.

Le Cube a déjà accueilli la jeune entreprise industrielle Niryo, spécialiste de robots collaboratifs, pour un tournage vidéo. Ou encore l'entreprise de lingerie RougeGorge à l'occasion d'un séminaire. « C'est à ces moments-là que les échanges informels entre les professionnels et les étudiants se nouent et peuvent déboucher sur des collaborations inter-entreprises ou entre les entreprises et les jeunes », conclut Bertrand Lermytte.

Le Cube - EIC

26 rue de l'Alma à TOURCOING

www.lecubeEIC.fr / 06 72 52 79 33

Les tarifs du Cube varient selon les besoins des entreprises. Pour en savoir davantage, contactez Bertrand Lermytte à l'adresse blermytte@eic-tourcoing.fr





CRÉATION EN ZONE RURALE : NE PAS RESTER SEUL

Le 11 mars, Initiative Oise Ouest réunissait un comité d'engagement en présence du président du réseau national Guillaume Pépy. L'occasion de braquer ses projecteurs sur l'entrepreneuriat en zone rurale.

« Nous sommes dans le trou du c... de la France ! Il faut être motivé quand même », s'excuse d'un sourire Jennifer Martin. La jeune entrepreneuse a repris avec son mari un fonds artisanal de menuiserie il y a cinq ans dans la commune de Blargies, au nord ouest de Beauvais. Comptable de formation, active dans le bâtiment depuis toujours avec son époux, son dossier de reprise était très solide. C'est par des recherches sur Internet qu'elle a découvert le réseau Initiative Oise Ouest, déclinaison locale d'Initiative France. Avec une offre très attractive de prêts d'honneur à taux zéro, « sans garantie ni caution personnelle », souligne-t-elle. L'affaire se noue très rapidement, avec l'accord parallèle des banques, une condition *sine qua non* à l'engagement du réseau Initiatives. Le prêt de 15 K€ se révèle plus que pertinent puisque l'en-

L'ACCOMPAGNEMENT SE
POURSUIT PENDANT LES 3 À
5 ANS DU PRÊT D'HONNEUR

treprise AMP Dacheux de menuiserie et plaquisterie a prospéré jusqu'à atteindre 9 collaborateurs aujourd'hui et... manquer cruellement de place. Elle vient d'obtenir un nouveau prêt d'honneur (40 K€) pour s'implanter dans de nouveaux locaux à 10 kilomètres de là, à Quincampoix-Fleuzy, « sur un axe très passant qui va nous apporter des clients », espère-t-elle.

« ON NE LES LÂCHE PAS DANS LA NATURE ! »

Lydia Cheref est quant à elle une jeune trentenaire qui souhaitait quitter Paris pour se mettre à son compte, dans l'univers de la vente d'équipement pour la gestion des déchets pour les professionnels, sous la marque Tri-Logic. Sans expérience préalable, elle suit la formation de la CCI « 5 jours pour entreprendre », établit un business plan avant de solliciter le réseau Initiative. Résultat : un dossier validé, un prêt d'honneur de 8 K€ accompagné par Bpifrance et le Crédit Agricole. Depuis moins d'un an, la société implantée à Reuil-sur-Brèche se développe dans tous les Hauts-de-France. Ces projets en zone rurale représentent 22% des dossiers validés par Initiative

Oise Ouest, soit 110 projets l'an dernier. « On travaille en partenariat avec les réseaux consulaires, les réseaux bancaires et des réseaux de chefs d'entreprise », explique sa directrice Vanessa Foulon. Avec un rôle majeur d'accompagnement de ces porteurs de projets souvent trop isolés. « On se met à la place du porteur qui idéalise parfois la création d'entreprise. On ne les lâche pas dans la nature ! » L'accompagnement se poursuit pendant les 3 à 5 ans du remboursement du prêt. L'association organise ainsi des ateliers thématiques réguliers, par exemple sur la lecture de son bilan, mais aussi des soirées dites « testo » permettant à ses poulains de réseauter et d'échanger des cartes de visite. Le président national du réseau Initiative, Guillaume Pépy (au fond à droite sur la photo), par ailleurs ex-président de la SNCF, est venu sur place participer au comité d'engagement du 11 mars pour marquer son soutien au réseau de terrain. Un coup de projecteur bienvenu pour un dispositif discret mais si utile pour mailler les territoires périphériques trop souvent délaissés ■ O.D.

HERVÉ RENARD
DIRECTEUR DE JPM GESTION D'ACTIFS

ACTIFS OBLIGATAIRES : PRIVILÉGIEZ LES MATURITÉS COURTES FACE AU RISQUE INFLATIONNISTE

Après une année 2022 marquée par des records d'inflation dans les économies développées, 2023 a vu une normalisation s'opérer, avec une hausse des prix et services se rapprochant de la cible des 2% visée par les Banques Centrales (FED et BCE). Cette désinflation observée de part et d'autre de l'Atlantique a amené la FED à annoncer une pause dans son cycle de hausse des taux entamé en 2022. Cette communication a clairement changé la donne, en ancrant chez les investisseurs de fortes anticipations de baisses de taux tant aux Etats-Unis qu'en Europe pour 2024, permettant ainsi au marché obligataire de très bien performer lors des deux derniers mois de 2023.

Que faut-il penser de cette tendance et doit-on « prendre le train en marche » sur les marchés obligataires ?

Plusieurs éléments nous amènent à avoir une vue favorable sur cette classe d'actifs. Tout d'abord, même si le nombre de baisses de taux mises en œuvre par les Banques Centrales en 2024 sera plus faible qu'anticipé fin 2023 (trois ou quatre baisses plutôt que six ou sept), la tendance de fond est engagée. Il nous semble que les investisseurs jugent davantage le mouvement qui est enclenché plutôt que son amplitude. Mécaniquement, la baisse des taux à court terme devrait se répercuter sur les taux à plus longue maturité (3, 5, 10 ans) assurant ainsi une revalorisation du prix des obligations et la performance de cette classe d'actifs. Parallèlement, la baisse des taux administrés par les Banques Centrales rendra moins attractive la performance des fonds monétaires, aujourd'hui voisine de 4%. Leur encours atteint aujourd'hui près de 1 700 Mds€ en zone euro et certains investisseurs arbitreront probablement pour partie ce type d'actifs au bénéfice de supports obligataires plus rémunérateurs. Ces flux de souscription alimenteront là-aussi la bonne tenue du marché obligataire.

Quelle typologie d'obligations privilégier ?

Plusieurs paramètres sont à prendre en compte avec notamment la notation de l'émetteur de l'obligation et la maturité (durée / échéance) de l'obligation, sur laquelle il nous semble devoir être très vigilant. En effet, inflation et taux d'intérêts étant corrélés, tout retour de l'inflation pourrait s'avérer préjudiciable pour la classe d'actifs obligataires. De ce fait, il apparaît prudent de privilégier des maturités courtes (3 à 4 ans) pour se prémunir d'un scénario de retour de l'inflation dans les années à venir.

Quels éléments vous font penser à cette hypothèse ?

La crise sanitaire et le conflit ukrainien ont mis en évidence la dépendance de nombreux pays en matière d'approvisionnement de produits sensibles (vaccins, matières premières...). Ces constats ont amené de nombreux pays à développer leur souveraineté dans ces domaines ainsi que dans d'autres (techno-

logies, semi-conducteurs...). Ce qui se matérialise par des relocalisations de sites de production dans les pays développés, phénomène par nature inflationniste. Les tensions géopolitiques sont, elles aussi, inflationnistes, ayant notamment un impact sur le cours du pétrole, ou sur les coûts de transport (arrêt de l'utilisation du canal de Suez suite au conflit palestinien impliquant un itinéraire de contournement).

La transition énergétique, engagée dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, s'avère aussi coûteuse eu égard aux investissements colossaux qu'elle requiert.

En conclusion, le marché obligataire apparaît attractif en 2024 en vue de cristalliser un taux d'intérêt sur une maturité de 3 à 4 ans avant que la BCE n'enclenche un cycle de baisse ses taux. La tentation de « verrouiller » ce taux sur une durée plus longue nous semble cependant peu adaptée dans un contexte de possible redémarrage inflationniste à terme ■

"IL APPARAÎT PRUDENT DE PRIVILÉGIER DES MATURITÉS COURTES POUR SE PRÉMUNIR D'UN SCÉNARIO DE RETOUR DE L'INFLATION DANS LES ANNÉES À VENIR"



LE V.I.E À TEMPS PARTAGÉ : RAMPE DE LANCEMENT DES TPE-PME VERS L'INTERNATIONAL ?

La région Hauts-de-France vient d'adopter le Volontariat International en Entreprise (V.I.E) à temps partagé. Un dispositif pour aider les petites entreprises à se développer à l'export.

En 2003, l'Etat a mis en place le dispositif V.I.E, le Volontariat International en Entreprise, animé par l'agence Business France. Le principe : encourager l'activité à l'étranger des entreprises, grâce à des jeunes diplômés de 18 à 28 ans. Le programme public a fait ses preuves. Dans les Hauts-de-France, plus d'une centaine d'entreprises telles que Lesaffre, Adeo (Leroy Merlin), Bonduelle ou encore Roquette y ont recours afin de prospecter de nouveaux marchés ou de développer ceux où elles sont déjà implantées. Malheureusement, peu de petites et moyennes entreprises utilisent le V.I.E, notamment en raison du coût que représente un jeune volontaire.

Pour les aider à franchir le pas de l'export, la région Hauts-de-France vient d'adopter le V.I.E à temps partagé. Il repose sur le même fonctionnement que le V.I.E classique, à la différence que les jeunes envoyés à l'étranger sont missionnés par 2 à 3 entreprises françaises pour un maximum de deux ans. De quoi permettre à ces dernières de se répartir le temps d'activité, mais surtout les coûts.

COUP DE POUCE PUBLIC

Les jeunes diplômés sont recrutés et formés par l'Imed qui anime les V.I.E et V.I.E à temps partagé aux côtés de Business France. L'association marseillaise supervise le partage du temps dédié à chacune des entreprises et veille au respect du cahier des charges. Elle assure aussi le versement de l'indemnité mensuelle des jeunes.

L'Imed a ouvert une antenne à Lille en 2019, notamment pour « le tissu économique en adéquation avec notre ADN », indique le Dg Loïc Bonnardel. Les Hauts-de-France sont la



deuxième région à s'ouvrir au V.I.E à temps partagé, après la PACA. « La Région aide les Tpe-Pme à concrétiser leur projet export avec un financement compris entre 6 000 et 12 000 € », précise Philippe Beauchamps, son vice-président en charge des relations aux entreprises et de l'emploi.

Actuellement, 7 jeunes nordistes se trouvent à l'étranger et travaillent pour le compte de plusieurs entreprises régionales et françaises. Dont le fabricant de beurre Loyez Woessen qui partage un volontaire basé en Californie, ou bien Mortelecque, spécialiste de la filtration industrielle et du traitement de l'air, en prospection au Kenya ■

Julie Kiavué

COMMENT BÉNÉFICIER D'UN V.I.E À TEMPS PARTAGÉ ?

Le V.I.E à temps partagé est limité à 24 mois de mission au cours des 36 derniers mois. Le dispositif s'adresse aux entreprises de moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires. Ces sociétés doivent disposer d'un siège social en région ou d'un établissement secondaire.

Contacts :

Imed Lille — 04 88 60 35 92

www.imedfr.org

Team France Export Hauts-de-France — 03 74 27 00 26

www.teamfrance-export.fr

1/3

**Quand on est la banque
d'une PME sur trois,
on est forcément acteur
de l'économie locale.**



Construisons pour que le monde bouge.

ONDINE PRÉVOTEAU
AVOCATE ASSOCIÉE CHEZ BIGNON LEBRAY

COMMENT BIEN LOUER SON BIEN POUR UNE COURTE DURÉE ?

Compte tenu des opportunités financières liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques, nombreux sont ceux qui envisagent de louer temporairement leurs biens. Les règles en la matière n'ont pas spécifiquement évolué pour cet événement, mais les contrôles sont attendus plus nombreux, et moins accommodants.

Les locations dites « de tourisme » sont des locations meublées, pour moins de 90 jours consécutifs, d'un bien affecté à l'usage exclusif du locataire (contrairement aux hôtels ou chambres d'hôtes), accordée à une clientèle de passage.

Dans les communes de la Métropole Européenne de Lille (MEL), ce type de location ne peut être mis en œuvre qu'après déclaration préalable auprès de la MEL.

Lorsque le bien est la résidence principale du propriétaire alors seule cette déclaration est nécessaire, dès lors que la location n'excède pas 120 nuits par an.

Dans tous les autres cas, il faut obtenir

préalablement une autorisation de changement d'usage, laquelle, ne sera délivrée, à compter du 1er avril 2024, que contre une « compensation », qui consiste dans la transformation concomitante en habitation de locaux alors affectés à un autre usage (commerce par exemple).

Ces formalités sont sanctionnées d'amendes pouvant aller jusqu'à 50 000 €.

Au-delà de ces autorisations administratives, si le bien est situé dans une copropriété, il conviendra de vérifier que le règlement de copropriété n'encadre pas, ou n'interdit pas les locations de courte durée.

Pour les locataires, toute sous-location devra être préalablement autorisée par le propriétaire, et le loyer de sous-location ne devra pas dépasser le loyer de la location principale, le tout sous



"LES REVENUS TIRÉS DE LA LOCATION SONT IMPOSABLES AU TITRE DES BNC, QUELLE QUE SOIT LA DURÉE DE LA LOCATION, DÈS LORS QU'ILS EXCÈDENT 760 € PAR AN."

peine de résiliation du contrat, et de versement du surplus de loyer au bailleur. Rappelons que le bailleur ne peut pas donner congé au motif qu'il souhaite louer pendant les JO.

Par ailleurs, la location pour une courte durée est soumise à la taxe de séjour ; généralement prélevée et gérée par les plateformes d'intermédiaire, il n'existe pas d'exonération pour une location en direct. Aussi, les revenus tirés de la location sont imposables au titre des BNC, quelle que soit la durée de la location, dès lors qu'ils excèdent 760 € par an.

Enfin, pour se prémunir de toute difficulté, il conviendra de conclure un contrat de location strict, de convenir d'un dépôt de garantie, de disposer d'un état des lieux contradictoire et de souscrire les assurances adéquates ■

SIMPLIFIER LA VIE DES ENTREPRISES : LE TONNEAU DES DANAÏDES !

BRUNO PLATEL
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

Dans le prolongement des annonces du Président de la République et du Premier Ministre, la simplification de la vie des entreprises est un chantier majeur de 2024.

Que peut espérer le dirigeant de ces annonces ?

Le rapport remis au Ministre de l'Économie le 15 février dernier comporte 14 propositions dont un volet social qu'il est utile de partager.

La première proposition vise à alléger les obligations pesant sur les entreprises en fonction de leur seuil d'effectif en relevant les seuils auxquels certaines contraintes s'appliquent. Dans le domaine de la législation du travail, cela conduirait en premier lieu à assujettir les seules entreprises de plus de 250 salariés à l'obligation de mettre en place la base de données économiques et sociales et environnementales (BDESE). De même, seules les entreprises de plus de 250 salariés seraient désormais dans l'obligation de mettre en place un CSE ayant des attributions dans le domaine consultatif, notamment en cas

de PSE et des moyens spécifiques (budgets, experts rémunérés par l'entreprise etc...). Au vu de l'impact de cette mesure, on peut douter du sort de cette proposition..

La deuxième proposition vise à permettre aux entreprises de moins de 50 salariés et créées depuis moins de 5 ans de déroger provisoirement à certaines dispositions de la convention collective de branche. Sont notamment visés les minima conventionnels de branche et le temps de travail. On peut ici avoir des doutes sur la réelle simplification induite par cette mesure qui suppose l'accord individuel des salariés !

La troisième proposition « phare » vise à réduire le délai imparti au salarié pour contester son licenciement. Historiquement fixé à 30 ans, le délai actuel d'un an est considéré



"UNE PROPOSITION PHARE VISE À RÉDUIRE LE DÉLAI IMPARTI AU SALARIÉ POUR CONTESTER SON LICENCIEMENT"

comme source d'un contentieux jugé « très élevé » par le rapport dont les auteurs proposent une réduction du délai à 6 mois après une première annonce de réduction en fin d'année

à 2 mois qui avait provoqué une réaction d'hostilité de toutes les organisations syndicales.

A supposer que cette proposition soit *in fine* adoptée, il n'est pas certain que cela emporte une réduction significative du volume du contentieux social, lequel s'explique notamment par une extrême complexité du droit du licenciement et par des niveaux d'indemnisation élevés.

Au final, il est à espérer que les travaux ayant conduit au rapport soient élargis et approfondis en vue d'une véritable simplification de la législation, notamment sociale, dont la complexité ne cesse de s'accroître ■

CÉDRIC POZNIAK

CONSULTANT ASSOCIÉ QUINTESENS ET COACH PROFESSIONNEL

COMMENT DÉVELOPPER LA CONFIANCE ET L'ESTIME DE SOI DE VOS COLLABORATEURS ?

Même si cette notion n'est pas toujours la première à laquelle on pense lorsque l'on évoque les missions des managers et des dirigeants, le développement personnel et professionnel de leurs collaborateurs fait pourtant bien partie de leur quotidien. Parmi les aspects cruciaux de ce développement figurent la confiance en soi et l'estime de soi, deux piliers essentiels pour une équipe performante et épanouie.

La confiance en soi et l'estime de soi, souvent confondues, représentent en réalité deux concepts distincts. La confiance en soi se réfère à la conviction en ses propres capacités, à la certitude de pouvoir accomplir des tâches et surmonter des défis. Elle est étroitement liée à la notion du « faire ». En revanche, l'estime de soi englobe la perception globale que l'on a de soi-même, incluant les sentiments de valeur personnelle, de respect et d'acceptation de soi. Elle est liée à la notion « d'être ».

Pour les managers et les dirigeants, cultiver la confiance en soi et l'estime de soi de leurs collaborateurs est une démarche cruciale. Voici quelques conseils pratiques pour y parvenir :



"UN FEEDBACK POSITIF RENFORCE LA CONFIANCE EN SOI ET CONTRIBUE À RENFORCER L'ESTIME DE SOI."

1. ENCOURAGER L'AUTONOMIE : Donnez à vos collaborateurs la liberté de prendre des initiatives et des décisions. L'autonomie renforce la confiance en soi en permettant aux individus de voir concrètement les résultats de leurs actions. Posez-leur la question : « comment ferais-tu à ma place ? »

2. FOURNIR UN FEEDBACK POSITIF : offrez des retours réguliers et positifs à vos collaborateurs. Mettez l'accent sur leurs forces et leurs réalisations, tout en identifiant les domaines où des améliorations peuvent être apportées. Un feedback positif renforce la confiance en soi et contribue à renforcer l'estime de soi. Il rassure et permet de déployer ses ailes. Cela assure également aux collaborateurs d'avoir bien compris vos attentes.

3. FAVORISER UN ENVIRONNEMENT INCLUSIF : créez un climat de travail où chacun se sent valorisé et respecté. Encouragez la diversité des opinions et des idées, et veillez à ce que tous les membres de l'équipe se sentent entendus et pris en compte. Laissez-leur la liberté de rester eux-mêmes !

4. PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL : investissez dans la formation et les accompagnements individuels de vos collaborateurs. C'est lorsqu'un collaborateur est en plein épanouissement professionnel qu'il faut lui permettre d'aller plus loin et de poursuivre son développement.

5. FÊTER LES SUCCÈS ET PARTAGER VOTRE ENTHOUSIASME : permettra une ambiance positive et solidaire propice au développement de la confiance et de l'estime.

Le développement de la confiance en soi et de l'estime de soi chez les collaborateurs est un investissement précieux pour les managers et les dirigeants. En cultivant un environnement de travail qui favorise ces qualités, les leaders peuvent améliorer la performance de leur équipe, mais aussi contribuer au bien-être et à l'épanouissement de chacun de leurs membres, et les fidéliser ■

STÉPHANE BAUDE ET CHRISTOPHE CARLIER

ASSOCIÉS KPMG ET RÉFÉRENTS ESG

LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION : LA RÉGLEMENTATION SE RENFORCE

La préservation des forêts mondiales est un enjeu clé pour la biodiversité et la limitation du réchauffement climatique. L'engagement des entreprises à la lutte contre la déforestation est passée jusqu'à présent par la mise en place volontaire d'audits et de certifications. Le règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts, adopté en juin 2023 et produisant ses effets à partir du 30 décembre 2024, représente une révolution dans cette lutte. Il introduit en effet une quasi-obligation de résultat pour les entreprises mettant à disposition sur le marché européen ou exportant depuis l'UE 7 commodités à risque de déforestation (café, cacao, caoutchouc, huile de palme, soja, bœuf et bois), et nombre de leurs produits dérivés. Les entreprises doivent prouver, par une déclaration de diligence raisonnée s'appuyant sur une traçabilité à la parcelle des matières premières, que leurs produits visés par le règlement présentent un risque négligeable de contribuer à la déforestation, avec des obligations simplifiées pour les TPE et PME.

Les enjeux sont majeurs pour les entreprises. Les sanctions pour non-conformité sont dissuasives, allant jusqu'à une amende de 4 % du chiffre d'affaires réalisé dans l'UE. La liste des produits visés par le règlement est large, faisant entrer dans son champ d'application des activités économiques qui pouvaient se penser éloignées des questions de déforestation - le secteur automobile est par exemple concerné via les divers éléments en caoutchouc des véhicules ou de leur moteur. L'ensemble des chaînes de valeur est touché, la diligence raisonnée du fournisseur ne dédouanant pas l'acheteur de sa responsabilité de mettre à disposition des produits conformes.

Il est vraisemblable que nombre d'entreprises n'en aient pas encore pris conscience. Or les impacts sont multiples :



" LES SANCTIONS POUR NON-CONFORMITÉ SONT DISSUASIVES, ALLANT JUSQU'À UNE AMENDE DE 4 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ DANS L'UE "

possibles perturbations des chaînes d'approvisionnement, déréférencements par des clients faute de garanties suffisantes, conséquences financières et de réputation de non-conformités. La préparation des entreprises passe par un diagnostic des risques, le déploiement de solutions technologiques de traçabilité de preuve de non-déforestation (par exemple à travers la mobilisation d'imagerie satellite du couvert forestier), le dialogue avec leurs fournisseurs et la modification des processus d'achats. Il est nécessaire qu'elles l'anticipent dès aujourd'hui ■

DONATIONS PRINTANIÈRES

La Piscine de Roubaix met à l'honneur jusqu'en fin mai quelques-unes de ses donations. « Compagnons d'une vie » et ses plus de 400 sculptures, dessins, peintures et photographies, offerts au musée par un couple de collectionneurs, révèle une sélection constituée en un demi-siècle. « La Fissure - Le Passage », c'est une rétrospective des premières œuvres du peintre-poète nordiste Pascal Barbe, qui a offert à La Piscine 141 dessins originaux réalisés dans les années 70.

Jusqu'au 26 mai

Du mardi au dimanche. Tarifs : 11€/9€

www.roubaix-lapiscine.com - 03 20 69 23 60



BELLE DANSE

Ambiance baroque sur les planches du théâtre Charcot de Marcq-en-Baroeul. Jeudi 11 avril, les danseurs de la Compagnie l'Eventail offriront une immersion dans la « Belle danse ». Ce ballet qu'affectionnait tout particulièrement le Roi Soleil, Louis XIV. Entre théâtre, musique et danse, la promesse est celle d'un voyage dans le temps en trois tableaux.

11 avril à 20h. Théâtre Charcot, Marcq-en-Baroeul

Tarifs : 15€/13€/9€

Infos et billetterie : www.marcq-en-baroeul.org - 03 20 45 45 45



BEAUX PORTRAITS

Le musée des Beaux-Arts de Calais s'ouvre ce printemps à la figuration narrative et au street art au service du processus de mémoire. Visages et corps peints, dessinés, photographiés ou bien sculptés, entre 1968 et 2019, se dévoileront à travers l'expo « Tu veux mon portrait » dès la fin avril. À découvrir : une trentaine d'œuvres d'Annette Messenger, de Marie Hendricks, de Jef Aérosol et de Charles Gadenne, entre autres. Dont près d'un tiers de pièces inédites.

Du 20 avril au 3 novembre / Du mardi au dimanche. Entrée libre

www.mba.calais.fr — 03 21 46 48 40



OMBRE ET LUMIÈRE SYMPHONIQUES

La fin de saison approche. Mais avant, l'orchestre de Douai offrira début avril un voyage en pleine lumière, avec le concert pour flûte et cordes de Vivaldi, avant une entrée dans l'ombre avec la symphonie de chambre de Chostakovitch. Feront partie de ce voyage, le flûtiste solo de l'opéra de Vienne Luc Mangholz (photo), qui retrouvera sur scène son ancien professeur Philippe Bernold, à la direction de l'orchestre.

7 avril à 16h. A l'auditorium Henri Dutilleux, à Douai
Tarifs : Entre 3€ et 25€.

www.orchestre-douai.fr
03 27 71 77 77

SOUS LES PROJECTEURS

Pleins feux sur les Hauts-de-France ! Le Video Mapping Festival, le plus grand festival de video mapping d'Europe, revient en région. Après avoir illuminé 21 villes l'an dernier, cette nouvelle édition colorera les façades de monuments et bâtiments d'une trentaine de villes. De l'agglomération du Beauvaisis à la métropole lilloise, en passant par Arleux, Bergues, l'agglomération de Lens-Liévin ou encore Compiègne. Lancement prévu à Lille le week-end des 5 et 6 avril, avec une vingtaine de créations à découvrir. Avant une clôture à Amiens le week-end des 18 et 19 octobre.

Infos sur videomappingfestival.com



MOLIÈRE À BORD

« Presque tous les hommes meurent de leurs remèdes, et non pas de leurs maladies ». Les 11 et 12 avril, le Bateau Feu de Dunkerque embarquera Le malade imaginaire. L'occasion de redécouvrir la version originale de la dernière pièce de Molière, entre comédie domestique et drame familial. Une mise en scène et adaptation d'Arthur Nauzyciel et Paul Cavois.

Les 11 avril (19h) et 12 avril (20h). Au Bateau Feu, Dunkerque / Tarif : 10€
Billetterie : www.lebateaufeu.com
03 28 51 40 40



© P. Charoel



SIBELIUS AU NOUVEAU SIÈCLE

Dans le cadre de ses Focus Sibelius de cette saison, l'ONL interprétera mi-avril la Valse Triste du compositeur finlandais au Nouveau Siècle à Lille. Puis, la violoniste russe Alena Baeva proposera l'une (si ce n'est la) des plus célèbres partitions de Sibelius, le Concerto pour violon. L'ONL, sous la direction d'Alexandre Bloch, fermera cette parenthèse symphonique avec Till l'Espiegle de Richard Strauss.

Les 11 et 12 avril à 20h. Au Nouveau Siècle, Lille
Tarifs : De 6€ à 48€
Billetterie : www.onlille.com - 03 20 12 82 40

ONL Alena Baeva © Agence DDB

Le goût d'ÉCO121

COMME TOUS LES MOIS, **DIDIER NICOLAS** POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. CE MOIS-CI, **LE GUEULETON, À LILLE.**



Le Gueuleton, nouveau rendez-vous de la bonne chère

A Lille, au rez-de-chaussée d'un bel immeuble bourgeois de la place du maréchal Leclerc, niche, au fond d'une large entrée noire, après une cave à vins, le « repaire des bons vivants », tel que se définit lui-même le Gueuleton. La couleur est annoncée. Voici encore une nouvelle adresse, ouverte il y a un an, à contre-courant de la mode hygiéniste et maniérée des « gastros ». Gueuleton est une enseigne d'une vingtaine de bars-restaurants à la communication un brin provocatrice et rigolarde qui peut masquer le sérieux de l'organisation. Le propriétaire de chacune des adresses décline à sa façon locale la personnalité de son établissement dans le style Gueuleton, gourmand et décontracté, décor de briques brutes, mobilier rustique fait de table en bois épais et loupe d'orme de l'Atelier de Monsieur Peiffer, avec pour constante un choix de viandes à griller de qualité.

La carte ne comprend qu'une dizaine de plats, complétée par un grand tableau noir mural listant les viandes proposées avec leur poids pour le coffre de canard du Gers et les côtes de porc Duroc, avec l'indication de la race de la bête (Pirenaïka, Salers, pie noir, pie rouge, Angus), leur maturation et leur prix pour les T-bone. C'est là que les appétits

non bridés viennent faire leur choix. Pour les plats de la carte (qui varie régulièrement), le paté en croûte, d'un savoir-faire difficile il est vrai, n'est pas dans sa meilleure forme avec croûte pâteuse et farce trop fine et compacte. En revanche, le chou-fleur rôti au lard est croquant et bien rôti avec un assaisonnement plaisant. Le copieux ris de veau sauce forestière croustillant à l'extérieur emporte l'adhésion de l'amateur.

Le partage du jour, des « bonbons d'agneau », sont des boulettes de bonne qualité sur une sauce plus mayonnaise que gribiche, qui ne déçoivent pas. Quant à l'emblème revendiqué du genre, la saucisse-purée, la saucisse est présentée « maquillée » au jus de viande coupée en petits morceaux. Nous la préférons, quand elle est bonne, dans son plus simple appareil, entière juste poêlée ou grillée. Les accompagnements, à choisir à part, servis en poêlons de cuivre, sont de bonne facture et généreux, champignons bien frais en persillade, pommes de terre grenaille. Même la purée est appétissante. Mais la spécialité de la maison sont les belles pièces de viande de chez Lesage et le savoir-faire griller remarquable de précision tant pour les magrets de canard du Gers cuits sur le

Les établissements revendiquant les plats gourmands et traditionnels à contre-courant de la mode rencontrent un succès franc.

Ici, c'est la belle viande qui est traitée à cœur ouvert, généreusement. Récemment ouvert, le Gueuleton est le quatrième que nous visitons, après Alcide, Dufour et Campion.



**GUEULETON, REPAIRE
DES BONS VIVANTS**
4 place Maréchal Leclerc
Lille
Ouvert mardi-samedi 12h-14h
et 19h-23h45
Fermé dimanche et lundi
T 03 20 77 57 28
www.gueuleton.fr

coffre (90€/kg) que les épais T-bone (de 90 à 140€/kg). L'autre spécialité réside dans les vins et cocktails, avec une carte d'une vingtaine de pages, de toutes régions, sans vraiment de petits prix. On

regrettera le faible choix des vins au verre : un loire, un remarquable corbières Campagnès, et un saint-joseph Les Pierres Sèches. Le service féminin est charmant, décontracté mais très attentif. L'ambiance un peu bruyante de la grande salle bien remplie est la rançon du succès et... du genre.

Pour les tables à partir de six, la maison propose des formules globales.

Didier Nicolas

ACCORDER AMBITION ET ALTRUISME.

PARADOXAL, VRAIMENT ?

Pas vraiment selon le dernier baromètre de l'EDHEC NewGen Centre : **8 étudiants sur 10 en école de management choisiront leur futur emploi en fonction de son impact sociétal.** Ce centre d'expertise interroge chaque année plusieurs milliers d'étudiants et suit au plus près les aspirations professionnelles des jeunes générations. L'EDHEC est ainsi idéalement positionnée pour accompagner au mieux les talents de demain, ce que le Financial Times n'a pas manqué de souligner en la classant **n°1 en France pour son accompagnement carrière.**

*Make an impact**

*Agissez sur le monde.



PORTEUR DE LA FLAMME DE PARIS 2024



QUI MIEUX QUE MARIE POUR REPRÉSENTER NOTRE RÉGION ?

Marie Bierent, dirigeante d'une entreprise de traitement des eaux industrielles, agit quotidiennement pour la préservation d'une ressource qui nous est précieuse, l'eau. Elle incarne les valeurs d'une entreprise engagée sur son territoire. C'est pour cela que la Banque Populaire du Nord l'a choisie pour être porteur de la Flamme Olympique de Paris 2024.

**BANQUE
POPULAIRE
NORD** 

la réussite est en vous